Nations Unies A/56/6 (SECT.18)

# Assemblée générale

Distr. générale
10 avril 2001
Français
Original: anglais

**Cinquante-sixième session**

## Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003*

### Titre IV
### Coopération internationale pour le développement

## Chapitre 18
## Développement économique en Europe

**(Programme 16 du plan à moyen terme pour la période 2002-2005)**

## Table des matières

| | | *Page* |
|---|---|---|
| | Vue d'ensemble | 3 |
| A. | Organes directeurs | 7 |
| B. | Direction exécutive et administration | 8 |
| C. | Programme de travail | 10 |
| | Sous-programme 1. Environnement | 10 |
| | Sous-programme 2. Transport | 17 |
| | Sous-programme 3. Statistiques | 22 |
| | Sous-programme 4. Analyse économique | 24 |
| | Sous-programme 5. Énergie durable | 27 |
| | Sous-programme 6. Développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise | 31 |

* On trouvera dans le présent fascicule le chapitre 18 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003. Le budget-programme approuvé paraîtra ultérieurement en tant que *Supplément No 6* aux *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session* (A/56/6/Rev.1).

01-33030 (F) 290501 300501

Sous-programme 7. Foresterie . . . . . 36
Sous-programme 8. Établissements humains . . . . . 39
D. Appui au programme . . . . . 42
Annexe
Montant indicatif des ressources nécessaires . . . . . 46

# Chapitre 18
# Développement économique en Europe

**(Programme 16 du plan à moyen terme pour la période 2002-2005)**

## Vue d'ensemble

18.1 Le programme relève de la Commission économique pour l'Europe (CEE).

18.2 Le programme de travail qui doit être exécuté par la Commission pendant l'exercice biennal 2002-2003 est conforme au plan d'action de la CEE et aux objectifs généraux du plan à moyen terme pour la période 2002-2005 (A/55/6/Rev.1). Conformément au rôle des commissions régionales tel qu'il est énoncé dans la résolution 1998/46 du Conseil économique et social en date du 31 juillet 1998, et aux buts énoncés dans la Déclaration du Millénaire, les principaux objectifs de la Commission économique pour l'Europe sont les suivants : a) favoriser le développement durable dans les pays de la région en s'attachant à créer un environnement propice à la croissance et à améliorer la qualité de la vie et la sécurité des habitants de la région; et b) promouvoir les relations économiques que les pays membres de la CEE entretiennent entre eux et avec les autres pays du monde, en s'employant à régler les problèmes transfrontières, à promouvoir l'harmonisation des politiques et à stimuler le commerce et les flux d'investissements.

18.3 La stratégie générale de la CEE s'articule autour de huit sous-programmes interdépendants et complémentaires. Elle comprend la production de données économiques, la réalisation d'études et l'analyse des politiques, la négociation de conventions, de normes et de règles et la prestation de services d'assistance technique.

18.4 Au cours de l'exercice biennal 2002-2003, la Commission s'efforcera de produire des analyses qui soient davantage axées sur les politiques, afin que les débats de politique générale entre les États membres reposent sur de bonnes bases, facilitant ainsi la prise de décisions concernant différentes questions économiques et sociales. Les analyses de la Commission, qui seront assorties de statistiques sur tous les pays de la région, contribueront également à promouvoir une meilleure appréhension des problèmes et l'échange d'informations et de données d'expérience pertinentes.

18.5 Les activités normatives viseront essentiellement à promouvoir l'application des conventions, normes et règles de la CEE, en particulier dans les pays en transition. La Commission s'emploiera également à établir des liens entre les conventions intéressant un secteur donné et entre celles qui se rapportent à des secteurs complémentaires. Les conventions, normes et règles existantes seront actualisées et de nouveaux instruments juridiques seront mis en chantier.

18.6 La Commission fournira des services d'assistance technique, qui prendront essentiellement la forme de services consultatifs, d'ateliers de formation et de projets. Il s'agira de renforcer les capacités nationales dans les pays en transition, de promouvoir les pratiques optimales et les principes directeurs correspondants et, pour un certain nombre de projets spécifiques, de rapprocher les acteurs participant à leur conception, à leur financement et à leur exécution. Ce type d'appui sera offert à la fois aux pays, à titre individuel, et à des groupes de pays, dans le cadre d'activités organisées en liaison avec des groupes sous-régionaux et d'initiatives prises à l'échelon sous-régional.

18.7 La Commission coopérera avec d'autres organisations internationales actives en Europe, notamment avec des institutions régionales et des groupements sous-régionaux. Cette coopération permettra aux organisations de procéder à de larges échanges de vues sur des questions présentant un intérêt particulier pour les pays de la région. Elle assurera aussi la cohérence des activités d'assistance technique menées par différentes organisations et de l'appui financier fourni par diffé-

rents donateurs – condition fondamentale d'une gestion plus efficace de l'aide au développement par les bénéficiaires de cette aide.

18.8 Les relations entre la CEE, les milieux d'affaires et les organisations non gouvernementales seront renforcées, compte tenu de l'importante contribution que ces acteurs apportent à la réalisation des objectifs globaux de la CEE tels qu'ils sont énoncés au paragraphe 18.2 ci-dessus. À cet effet, de nouveaux partenariats seront créés entre le secteur public et le secteur privé en vue de favoriser le financement du développement dans la région.

18.9 En outre, la Commission s'intéressera particulièrement aux questions se rapportant à plusieurs secteurs et s'emploiera à établir des liens intersectoriels. Elle s'efforcera notamment d'améliorer la prise en compte des questions de parité entre les sexes dans ses sous-programmes et examinera le rôle des technologies de l'information et de la communication. Les liaisons intersectorielles concerneront essentiellement les transports, l'environnement et la santé; l'énergie et l'environnement; les transports et l'énergie; et le commerce et l'environnement.

18.10 Enfin, compte tenu du rôle que jouent les commissions régionales en tant qu'antennes régionales de l'Organisation des Nations Unies, comme l'a souligné le Conseil économique et social dans sa résolution 1998/46, la CEE répondra aux demandes croissantes pour des contributions régionales aux préparatifs et aux activités de suivi des conférences mondiales organisées sous l'égide de l'ONU.

18.11 Conformément au plan d'action adopté par les pays membres de la CEE en avril 1997, les principaux organes subsidiaires de la Commission ont établi des priorités pour leurs programmes d'activités respectifs. Le Groupe d'experts du programme de travail a examiné ces programmes de travail et recommandé que la répartition des ressources entre les différents sous-programmes soit maintenue. Le Groupe s'est réuni à l'automne 2000 et ses recommandations ont été adoptées par la Commission en novembre 2000.

18.12 Les dépenses prévues au titre de ce chapitre pour l'exercice biennal 2002-2003 s'élèvent à 37 880 300 dollars, faisant apparaître une augmentation de 465 700 dollars, soit 1,2 %. Les modifications dans la répartition des ressources, qui sont présentées au tableau 18.2, peuvent être résumées comme suit :

a) L'augmentation de 215 800 dollars au titre de la direction exécutive et de l'administration est imputable à :

i) La création d'un nouveau poste de coordonnateur des questions de parité entre les sexes, à la classe P-5, afin d'assurer l'intégration d'une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes dans les travaux de la CEE.

ii) L'effet-report de la création, au cours de l'exercice biennal 2000-2001, d'un poste P-4;

iii) La réduction des dépenses relatives aux travaux contractuels de traduction et d'imprimerie;

b) La diminution de 856 100 dollars au titre du programme de travail résulte de ce qui suit :

i) Une diminution de 25 200 dollars au titre des postes, résultant de la création de 1 nouveau poste P-4 au sous-programme sur les transports, en vue de renforcer les services fournis au Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du système de classement et d'étiquetage des produits chimiques harmonisé à l'échelle mondiale, qui a été réorganisé (voir résolution 1999/65 du Conseil économique et social en date du 26 octobre 1999); la création de 2 nouveaux postes P-2 au titre du sous-programme relatif aux statistiques; et la suppression de 2 postes d'agent des services généraux au titre

du sous-programme relatif aux statistiques, compte tenu des nouvelles fonctions assignées aux titulaires des postes en question;

ii) Une diminution de 137 900 dollars au titre des autres dépenses de personnel et des services contractuels, résultant d'une réduction des dépenses de personnel temporaire (113 200 dollars) au titre du sous-programme relatifs aux transports, et des dépenses relatives aux services contractuels de traduction et d'imprimerie au titre de divers sous-programmes (24 700 dollars);

iii) Une diminution de 693 000 dollars, résultant de la centralisation à la rubrique Appui au programme des dépenses prévues pour les services informatiques, les télécommunications, le stockage des données et autres services spécialisés dans le domaine du traitement de l'information, qui étaient autrefois ventilées entre les différents sous-programmes;

c) L'augmentation de 1 106 000 dollars au titre de l'appui au programme est le résultat net de ce qui suit :

i) Une augmentation de 693 000 dollars, résultant de la centralisation à la rubrique Appui au programme des dépenses prévues pour les services informatiques, les télécommunications, le stockage des données et autres services spécialisés dans le domaine du traitement de l'information, qui étaient auparavant ventilées entre les différents sous-programmes;

ii) Une augmentation de 430 200 dollars devant permettre à la CEE de renforcer son programme relatif aux technologies de l'information, en vue d'apporter un appui dans ce domaine aux différents sous-programmes de fond de la Commission;

iii) Une diminution de 17 200 dollars imputable à une réduction des dépenses au titre des services contractuels de traduction et d'imprimerie.

18.13 Le montant des ressources extrabudgétaires prévues pour l'exercice biennal 2002-2003 (11 937 400 dollars) représente 24 % du montant total des ressources disponibles pour ce programme. Ces fonds seront utilisés pour compléter les ressources du budget ordinaire, et serviront essentiellement à financer la tenue d'ateliers, de séminaires et de symposiums pour les pays de la région, notamment les pays en transition; à appuyer l'application des conventions sur l'environnement adoptées dans le cadre de la CEE; à appuyer les accords de coopération conclus par les États membres de la CEE dans le domaine des transports; et à échanger des informations sur les pratiques optimales ainsi qu'à favoriser les contacts dans différents autres domaines du programme de travail.

18.14 La répartition des ressources, en pourcentage, au titre de ce chapitre est indiquée au tableau 18.1.

Tableau 18.1

**Répartition des ressources, par sous-programme et par grande rubrique, en pourcentage**

| *Sous-programme* | *Budget ordinaire* | *Fonds extrabudgétaires* |
|---|---|---|
| A. Organes directeurs | – | – |
| B. Direction exécutive et administration | 7,5 | 0,4 |
| C. Programme de travail | | |
| Sous-programme 1. Environnement | 14,7 | 39,1 |
| Sous-programme 2. Transports | 15,5 | 15,4 |
| Sous-programme 3. Statistiques | 15,5 | 1,8 |
| Sous-programme 4. Analyse économique | 11,9 | 3,2 |
| Sous-programme 5. Énergie durable | 4,7 | 15,9 |
| Sous-programme 6. Développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise | 13,2 | 7,7 |
| Sous-programme 7. Foresterie | 3,0 | 1,5 |
| Sous-programme 8. Établissements humains | 1,3 | 1,6 |
| **Total partiel C** | **79,8** | **86,2** |
| D. Appui au programme | 12,7 | 13,4 |
| **Total** | **100,0** | **100,0** |

Tableau 18.2

**Ressources nécessaires, par grande rubrique**

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

| *Rubrique* | *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Crédits ouverts* | *Augmentation* | | *Total avant réévaluation des coûts* | *Réévaluation des coûts* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Montant* | *Pourcentage* | | | |
| Direction exécutive et administration | 3 457,9 | 2 637,9 | 215,8 | 8,1 | 2 853,7 | 40,1 | 2 893,8 |
| Programme de travail | 35 338,2 | 31 072,9 | (856,1) | (2,7) | 30 216,8 | 374,7 | 30 591,5 |
| Appui au programme | 3 749,1 | 3 703,8 | 1 106,0 | 29,8 | 4 809,8 | 56,2 | 4 866,0 |
| **Total (1)** | **42 545,2** | **37 414,6** | **465,7** | **1,2** | **37 880,3** | **471,0** | **38 351,3** |

2) *Fonds extrabudgétaires*

| | *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Dépenses estimatives* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|
| **Total (2)** | **11 224,0** | **13 706,5** | **11 937,4** |
| **Total [(1) + (2)]** | **53 769,2** | **51 121,1** | **50 288,7** |

Tableau 18.3

**Postes nécessaires**

| | *Postes permanents inscrits au budget ordinaire* | | *Postes temporaires* | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Budget ordinaire* | | *Fonds extrabudgétaires* | | *Total* | |
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* |
| **Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur** | | | | | | | | |
| SGA | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 | 1 |
| D-1/2 | 10 | 10 | – | – | – | – | 10 | 10 |
| P-1 à P-5 | 104 | 108 | – | – | 3 | 3 | 107 | 111 |
| **Total partiel** | **115** | **119** | **–** | **–** | **3** | **3** | **118** | **122** |
| **Agents des services généraux** | 81 | 79 | – | – | 2 | 2 | 83 | 81 |
| **Total** | **196** | **198** | **–** | **–** | **5** | **5** | **201** | **203** |

18.15 Contrairement à ce qui se fait pour les autres commissions régionales, les ressources devant couvrir le coût des services administratifs, des services de conférence et des services généraux ne sont pas inscrites au chapitre du budget-programme concernant la CEE. Les ressources prévues au titre des services administratifs et des services généraux sont regroupées et inscrites au chapitre 27E, Administration (Genève), et les ressources destinées aux services de conférence sont inscrites au chapitre 2, Affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence. C'est donc l'Office des Nations Unies à Genève qui centralise la gestion de ces ressources.

18.16 Pour permettre la comparaison entre les commissions régionales, tout en conservant les avantages d'une gestion intégrée et en évitant les doubles emplois, on a récapitulé dans le tableau 18.4 les ressources (aux taux courants) que l'Office des Nations Unies à Genève allouera à la CEE au cours de l'exercice biennal 2002-2003 au titre des services administratifs, des services de conférence et des services généraux.

Tableau 18.4

**Ressources nécessaires pour les services administratifs, les services de conférence et les services généraux pour l'exercice biennal 2002-2003**

| | *Dollars des États-Unis* |
|---|---|
| Services administratifs et services généraux | 7 936 200 |
| Services de conférence et de bibliothèque | 13 496 800 |
| **Total** | **21 433 000** |

## A. Organes directeurs

18.17 La Commission, qui est un organe subsidiaire du Conseil économique et social, assure la direction d'ensemble des travaux de son secrétariat. Elle se réunit une fois par an pendant trois à quatre jours ouvrables et tient des sessions officieuses spéciales d'une journée tous les trois mois. Elle compte sept organes subsidiaires principaux : le Comité des politiques de l'environnement (sous-programme 1, Environnement), qui se réunit trois jours par an; le Comité des transports intérieurs (sous-programme 2, Transports), qui se réunit trois jours par an; la Conférence des statisticiens eu-

ropéens (sous-programme 3, Statistiques), qui se réunit deux jours et demi par an; le Comité de l'énergie durable (sous-programme 5, Énergie durable), qui se réunit trois jours par an; le Comité du commerce, de l'industrie et de l'entreprise (sous-programme 6, Développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise), qui se réunit deux jours et demi par an; le Comité du bois (sous-programme 7, Foresterie), qui se réunit trois jours par an; et le Comité des établissements humains (sous-programme 8, Établissements humains), qui se réunit deux jours et demi par an.

18.18 Le Groupe d'experts du programme de travail se réunit tous les deux ans à l'automne, avant l'élaboration du projet du budget-programme, afin d'adresser à la Commission des recommandations concernant les aménagements et modifications éventuels à apporter au programme de travail de la CEE. Il se réunit en outre dans le courant de l'exercice biennal pour examiner des questions spécifiques en réponse à des demandes de la Commission, et étudier les différents aspects du programme de travail de la CEE.

18.19 Les recommandations du Groupe d'experts du programme de travail, approuvées par la Commission, ont été prises en compte lors de l'élaboration des propositions au titre du présent chapitre du budget-programme. Par ailleurs, les textes explicatifs concernant les programmes ont été communiqués aux États membres pour qu'ils les examinent.

## B. Direction exécutive et administration

***Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 2 853 700 dollars***

18.20 Afin de s'acquitter de ses responsabilités relatives à la direction exécutive et à l'administration générale de la CEE, le Bureau du Secrétaire exécutif remplit les fonctions suivantes :

a) Il prépare le débat sur les orientations stratégiques de la CEE et élabore des propositions axées sur le futur en vue d'adapter les activités de la CEE aux besoins et priorités nouveaux et prévisibles des États membres de la région;

b) Il coordonne le programme de travail de la CEE et dirige et oriente l'exécution de tous ses sous-programmes. À cet effet, il élabore, à l'intention des divisions organiques du secrétariat, des principes et des directives; établit le plan à moyen terme et la partie du budget-programme qui a trait aux activités de fond; supervise la planification, le suivi et l'évaluation des sous-programmes, conformément aux objectifs du plan à moyen terme et du budget-programme; examine et approuve les documents établis à l'intention des principaux organes subsidiaires de la CEE;

c) Il assure les liaisons intersectorielles entre les sous-programmes de la CEE et veille à la prise en compte des questions se rapportant à plusieurs secteurs dans les activités de la CEE;

d) Il fournit des services d'appui aux organes directeurs de la CEE et, notamment, assure le service des réunions de la Commission et de son Bureau, y compris la présentation de rapports à la Commission; la liaison entre le Bureau de la Commission et les bureaux des organes subsidiaires principaux; et le suivi des décisions de la Commission;

e) Il fournit un appui au Groupe d'experts du programme de travail;

f) Il veille à l'application des directives du Secrétaire général;

g) Il veille à l'application des résolutions et décisions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social qui ont trait aux travaux de la CEE, et en rend compte;

h) Il organise des manifestations régionales et présente les contributions régionales dans le cadre de la préparation et du suivi des conférences et manifestations mondiales organisées sous

l'égide de l'Organisation des Nations Unies, conformément à son rôle d'antenne régionale de l'Organisation défini dans la résolution 1998/46 du Conseil économique et social;

i) Il assure la coopération et la coordination avec les autres organisations et institutions internationales actives dans la région, qu'elles appartiennent ou non au système des Nations Unies, notamment aux réunions de coordination interinstitutions de l'Organisation des Nations Unies et aux activités de suivi;

j) Il fait participer les milieux d'affaires, les établissements universitaires, les autorités locales et les organisations non gouvernementales aux activités de la CEE, selon les besoins, et s'assure leur concours;

k) Il favorise les relations avec les gouvernements des États membres afin de leur faire mieux connaître les activités et réalisations de la CEE et de les encourager à utiliser ses services;

l) Il veille à l'intégration des questions de parité entre les sexes dans les sous-programmes de la CEE et répond aux demandes du Siège dans ce domaine, notamment en contribuant aux activités menées au niveau mondial pour lesquelles une perspective et une contribution régionales sont nécessaires.

18.21 Le Bureau du Secrétaire exécutif comprend un Groupe de l'information qui s'emploie notamment à améliorer la visibilité de la CEE grâce à la diffusion d'informations sur les produits et activités de la Commission auprès du grand public, des États membres de la Commission et d'autres utilisateurs. Pour ce faire, il utilise différents moyens, notamment les médias et l'Internet.

Tableau 18.5

**Ressources nécessaires**

| | *Ressources (en milliers de dollars É.-U.)* | | *Postes* | |
|---|---|---|---|---|
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003 (avant réévaluation des coûts)* | *2000-2001* | *2002-2003* |
| Budget ordinaire | | | | |
| Postes | 2 325,3 | 2 550,4 | 12 | 13 |
| Autres rubriques | 312,6 | 303,3 | – | – |
| **Total** | **2 637,9** | **2 853,7** | **12** | **13** |
| Fonds extrabudgétaires | **71,4** | **45,2** | **–** | **–** |

18.22 L'augmentation au titre des postes est le résultat net de la création de 1 nouveau poste P-5 de coordonnateur des questions de parité entre les sexes, dont le titulaire veillera à ce que ces questions soient prises en compte dans les travaux de la CEE, et de l'effet-report de la création, au cours de l'exercice biennal 2000-2001, de 1 poste P-4. La diminution au titre des autres rubriques résulte de la réduction des dépenses liées aux travaux contractuels d'imprimerie concernant certaines publications spécialisées.

## C. Programme de travail

Tableau 18.6

**Ressources nécessaires, par sous-programme**

| *Sous-programme* | *Ressources (en milliers de dollars É.-U.)* | | *Postes* | |
|---|---|---|---|---|
| | *2000-2001* | *2002-2003 (avant réévaluation des coûts)* | *2000-2001* | *2002-2003* |
| Budget ordinaire | | | | |
| 1. Environnement | 5 626,9 | 5 568,0 | 30 | 30 |
| 2. Transport | 5 945,9 | 5 867,4 | 32 | 33 |
| 3. Statistiques | 6 533,3 | 5 874,0 | 36 | 35 |
| 4. Analyse économique | 4 466,4 | 4 519,6 | 23 | 24 |
| 5. Énergie durable | 1 798,8 | 1 781,3 | 9 | 9 |
| 6. Développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise | 5 086,7 | 5 010,3 | 28 | 28 |
| 7. Foresterie | 1 133,8 | 1 121,0 | 6 | 6 |
| 8. Établissements humains | 481,1 | 475,2 | 3 | 3 |
| **Total** | **31 072,9** | **30 216,8** | **167** | **168** |
| Fonds extrabudgétaires | 11 793,6 | 10 289,3 | 3 | 3 |

### Sous-programme 1
### Environnement

***Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 5 568 000 dollars***

18.23 Les activités prévues dans le cadre de ce sous-programme seront exécutées par la Division de l'environnement et des établissements humains. Le programme de travail s'inspire du sous-programme 1 du programme 16 du plan à moyen terme pour la période 2002-2005.

Tableau 18.7

**Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées et indicateurs de succès**

**Objectif** : Réduire les charges environnementales dans toute la région à des niveaux n'entraînant pas d'effets nocifs graves et n'affectant pas l'état de l'environnement pour les générations futures

| *Réalisations escomptées* | *Indicateurs de succès* |
|---|---|
| a) Renforcement du respect des conventions de la CEE relatives à l'environnement. | a) Nombre de ratifications et d'adhésions aux conventions et protocoles. |
| b) Affinement des protocoles, directives et recommandations liés aux conventions de la CEE relatives à l'environnement. | b) Nombre de protocoles, directives et recommandations énoncés et adoptés par les États membres. |
| c) Amélioration de la gestion environnementale dans les pays en transition. | c) Degré de mise en oeuvre des recommandations formulées dans le cadre des études de performance environnementale des pays en transition. |
| d) Intégration d'une dimension sexospécifique à tous les domaines d'activités pertinents du sous-programme. | d) Mesure dans laquelle la dimension sexospécifique a été intégrée dans les différents domaines d'activité du sous-programme. |

**Facteurs externes**

18.24 Le sous-programme devrait mener aux objectifs et réalisations escomptées dans la mesure où : a) les pays disposent des informations et des statistiques relatives à l'état de leur environnement et les transmettent, en particulier les informations fiables nécessaires aux études de performance environnementale des pays en transition; b) il existe une volonté politique de ratifier les conventions et les protocoles relatifs à l'environnement ou d'y adhérer; et c) des décisions gouvernementales et parlementaires sont prises pour établir, appliquer et faire respecter des législations nationales relatives aux conventions et aux protocoles sur l'environnement.

**Produits**

18.25 Les produits suivants seront fournis au cours de l'exercice biennal 2002-2003 :

a) Services fournis aux organes intergouvernementaux et aux groupes d'experts (budget ordinaire)

i) Comité des politiques de l'environnement :

a. Services fonctionnels fournis à des réunions. Comité (11); Groupe de travail composé de hauts fonctionnaires pour le processus « Un environnement pour l'Europe » (14); Groupe de travail sur la surveillance de l'environnement (4); cinquième Conférence ministérielle sur l'environnement pour Europe (8); études de performance environnementale (6);

b. Documentation à l'intention des organes délibérants. Rapports sur les conventions relatives aux transports, à l'environnement et à la santé (2); directives relatives au respect et à l'application (2); rapports d'évaluation sur l'initiative européenne en matière de conservation de l'énergie (2); rapports destinés à la Conférence ministérielle sur l'environnement pour l'Europe, qui se tiendra à Kiev (25); rapports du Groupe de travail sur la surveillance de l'environnement (4); rapports du Comité (2); rapports du Groupe de travail composé de hauts fonctionnaires (3); rapports

de suivi sur la stratégie de réduction progressive de l'utilisation de l'essence au plomb (2); rapports sur l'intégration de considérations environnementales dans les politiques sectorielles (2); rapports sur la réforme du prix de l'énergie aux fins d'un développement énergétique durable (2); rapports sur les modes de transports urbains et la planification de l'utilisation des sols (2);

ii) Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance :

a. Services fonctionnels fournis aux réunions de l'Organe exécutif (18); de l'organe directeur du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (12); du Groupe de travail des effets (12); du Groupe de travail des stratégies et de l'examen (28);

b. Documentation à l'intention des organes délibérants. Directives concernant les techniques de réduction des oxydes d'azote et des composés organiques volatiles (1); rapports communs sur les effets (2); rapports de l'Organe exécutif (2); rapports du Groupe de travail sur l'application (2); rapport sur les produits ammoniaqués (1); rapports sur les aspects économiques des stratégies de réduction de la pollution atmosphérique (2); rapports sur les données concernant les émissions (2); rapports sur les effets de la pollution atmosphérique sur la santé (2); rapport sur les métaux lourds (1); rapports sur la modélisation intégrée de l'évaluation (2); rapport sur les grandes stratégies et mesures d'examen (1); rapports sur la modélisation des polluants atmosphériques (2); rapport sur les polluants organiques persistants (1); rapport sur l'examen des protocoles (1); rapports d'autres organes subsidiaires créés en vertu de la Convention (8);

iii) Réunion des Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux :

a. Services fonctionnels fournis aux réunions. Première réunion des pays signataires du protocole envisagé sur la responsabilité civile et les accidents industriels (qui serait commun à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels et à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux) (5); réunions intergouvernementales sur la gestion des eaux transfrontières en Europe (10); deuxième réunion des pays signataires du Protocole sur l'eau et la santé (5); troisième réunion des parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (5); Groupe de travail sur les aspects juridiques et administratifs (10); Groupe de travail sur le contrôle et l'évaluation (10); Groupe de travail sur l'eau et la santé (10); Groupe de travail sur la gestion de l'eau (10); première réunion des Parties au Protocole sur l'eau et la santé (5); réunions de négociation sur le protocole sur la responsabilité civile pour les dommages causés par les accidents transfrontières (25);

b. Documentation à l'intention des organes délibérants. Rapport de la première réunion des Parties au Protocole sur l'eau et la santé (1); rapport sur la première réunion des signataires du protocole envisagé sur la responsabilité civile et les accidents industriels (1); rapports des réunions de négociation et projet de texte final du protocole commun envisagé sur la responsabilité civile et les accidents industriels (5); rapport de la troisième réunion des Parties à la Convention (1); rapport sur les bonnes pratiques législatives aux fins de la coopération dans le domaine

des eaux transfrontières (procédures de surveillance et d'application) (1); rapport sur les bonnes pratiques aux fins de la participation du public à la gestion des eaux transfrontières (1); rapport sur les bonnes pratiques visant à prévenir, réduire et éradiquer les maladies transmises par l'eau, y compris les résultats des projets pilotes menés dans des pays en transition, conjointement avec le Bureau régional de l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé (1); rapport sur les bonnes pratiques aux fins de la gestion des eaux transfrontières par les organes mixtes (1); rapport sur les directives relatives à la gestion intégrée de l'eau douce et des zones et eaux côtières (1); rapport sur la mise en oeuvre de directives sur la prévention durable des inondations (1); rapport sur la mise en oeuvre des directives concernant la surveillance et l'évaluation des fleuves transfrontières (1); rapport sur la mise en oeuvre de la recommandation concernant la prévention des accidents industriels liés à l'eau (1);

iv) Réunion des Parties à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière :

a. Services fonctionnels fournis aux réunions. Réunions des Parties à la Convention (8); Groupe de travail spécial sur le Protocole relatif à l'évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques (22); Comité d'application (12) Groupe de travail sur la Convention (14);

b. Documentation à l'intention des organes délibérants. Directives sur les bonnes pratiques et la coopération bilatérale (1); Protocole relatif à l'évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques (1); rapports du Groupe de travail spécial sur le Protocole relatif à l'évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques (8); rapports du Comité d'application (2); rapports du Groupe de travail (2); rapports sur les amendements à la Convention (2); rapports sur la base de données concernant l'évaluation de l'impact sur l'environnement (2); rapport sur la participation du public à l'évaluation de l'impact sur l'environnement (1); rapports sur le renforcement de la coopération avec d'autres organes créés en vertu de la Convention (2); rapports sur la coopération sous-régionale (2); système d'établissement des rapports au titre de la Convention (1); rapport sur les travaux de la réunion des Parties (1);

v) Réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels :

a. Services fonctionnels fournis aux réunions. Réunions de la Conférences des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels (17);

b. Documentation à l'intention des organes délibérants. Directives visant à faciliter l'échange des techniques de sécurité (1); rapport de la deuxième réunion de la Conférence des Parties (1);

vi) Réunion des pays signataires de la Convention sur l'accès aux informations, la participation du public à la prise de décisions et l'accès à la justice en matière d'environnement :

a. Services fonctionnels fournis aux réunions. Réunions des signataires de la Convention (20); Groupe de travail sur l'application (12); Groupe de travail sur les organismes génétiquement modifiés (12); Groupe de travail chargé de l'élaboration des instruments provisoires concernant les rejets et transferts de polluants (40);

b. Documentation à l'intention des organes délibérants. Rapports sur le mécanisme à appliquer en cas de non-respect de la Convention (2); manuel de directives concernant les outils informatiques (1); directives concernant la promotion de l'accès à la justice (1); directives concernant la participation du public aux débats internationaux (1); décision des Parties concernant la participation du public aux débats internationaux sur la prise de décisions liées aux organismes génétiquement modifiés (1); rapport de la réunion des Parties (2); règlement intérieur (1); rapports sur l'instrument de la CEE relatif aux rejets et transferts de polluants (5);

vii) Réunions d'experts et d'équipes spéciales : Comité exécutif de la Conférence ministérielle de Kiev (8); réunions d'experts sur l'économie, les polluants organiques persistants, les métaux lourds, les produits ammoniaqués et les modèles dynamiques, au titre de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (12); réunions d'experts sur la surveillance de l'environnement (7); réunions d'experts sur l'intégration de considérations environnementales dans les politiques sectorielles (2); réunions d'experts sur les schémas de consommation durables (3); groupe d'experts en matière de transports, d'environnement et de santé, négociations concernant la Convention (6); groupes d'experts créés au titre de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (8); groupes mixtes d'experts créés au titre des conventions sur l'eau et sur les accidents industriels (4); Groupe directeur chargé d'examiner la question des modes de transport urbain et de planification de l'utilisation des sols (2); Équipe spéciale sur le respect des obligations (6); Équipe spéciale sur la modélisation intégrée des évaluations, créée au titre de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (4); Équipe spéciale sur la réforme du prix de l'énergie (4); Équipe spécial chargée d'étudier les effets de la pollution atmosphérique sur la santé, créée au titre de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (2); Équipe spéciale sur le programme international de coopération de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (12); équipes spéciales/groupes d'experts créés au titre de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels (8); équipes spéciales/groupes d'experts créés au titre de la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement (20); équipes spéciales/groupes d'experts créés dans le cadre du Groupe de travail composé de hauts fonctionnaires (15);

b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)

i) Publications en série. Études sur la pollution atmosphérique (2); série de publications sur l'eau, éditions spéciales (2);

ii) Publications isolées. Dossier d'information sur la Convention d'Aarhus (1); bulletin d'information sur les activités réalisées au titre de la Convention sur la participation du public à la prise de décisions (8); mécanisme de contrôle du respect des obligations en matière de participation du public (1); directives visant à faciliter l'échange des techniques de sécurité (1); directives concernant les mesures visant à faciliter l'accès à la justice (1); directives concernant la participation du public aux débats internationaux (1); guide pour la mise en oeuvre de la Convention d'Aarhus (1); manuel à l'intention des coordonnateurs (1); manuel des bonnes pratiques en matière d'utilisation des outils informatiques : Convention sur la participation du public (1); actes de la Conférence ministérielle de Kiev (1); Protocole sur la responsabilité civile et les accidents liés à l'eau (1); Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants (1); Protocole sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques; participation du public à la prise de décisions concernant les organismes génétiquement modi-

fiés (1); rapport sur la mise en oeuvre de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels (1); règlement intérieur de la Convention d'Aarhus (1); stratégies et politiques : étude approfondie de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (2002) (1); étude sur la prévention des accidents industriels (1); après Kiev (1); trente ans de coopération environnementale dans la CEE (1); études de performance environnementale (6); guide de la Convention d'Aarhus à l'intention des non-initiés (1); contribution régionale au Sommet mondial pour le développement (1); la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance et ses protocoles (1);

iii) Brochures, fiches d'information, affiches, dossiers d'information. Brochure pour la Conférence ministérielle de Kiev (1); brochure de présentation des tâches à exécuter au titre de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels (1); fiche d'information sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement (1);

c) Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires). Coopération avec le Système international d'information sur l'environnement (Infoterra/PNUE) en ce qui concerne les mécanismes facilitant l'accès à l'information sur l'environnement; collaboration avec le Centre pour la coopération transfrontière (Estonie), le Centre régional pour l'environnement pour l'Europe centrale et orientale (Hongrie), Médecins pour l'environnement (Suisse) et d'autres organisations non gouvernementales qui s'occupent activement des questions relatives à l'eau; Commission du développement durable; réunions interinstitutions du Comité administratif de coordination; coopération et coordination avec le Programme de surveillance et d'évaluation de l'environnement de l'Arctique en ce qui concerne les inventaires et le contrôle des émissions; coopération et coordination avec le Groupe de l'environnement commun PNUE/Bureau de la coordination des affaires humanitaires, avec les programmes relatifs à l'eau de l'OMS, de l'OMM, de l'UNESCO et de la FAO et avec les quatre commissions régionales; coopération dans le cadre du mémorandum d'accord conclu entre la CEE et l'Agence européenne pour l'environnement; coopération avec les associations de l'industrie chimique et en particulier le Conseil européen de l'industrie chimique; coopération avec l'OCDE et l'Agence européenne pour l'environnement en ce qui concerne les inventaires des sources de pollution, notamment dans le cadre des activités, coordonnées par l'OCDE, du Groupe de coordination sur le registre des émissions et des transferts de polluants du Programme interinstitutions pour la gestion rationnelle des substances chimiques; coopération avec le PNUE et la Commission du développement durable en ce qui concerne les textes issus du Sommet mondial pour le développement durable; coopération avec le PNUE pour l'organisation d'ateliers sous-régionaux visant à promouvoir l'application de la Convention de Aarhus; coopération avec l'UNITAR, le PNUE et l'OMS en ce qui concerne l'instrument de la CEE sur le registre des émissions et des transferts de polluants; le conseil pour la stratégie paneuropéenne de la diversité biologique et paysagère; la Commission européenne : prévention intégrée et lutte contre la pollution; l'Écoforum européen – préparatifs de la Conférence de Kiev (organisations non gouvernementales); l'Agence européenne pour l'environnement et son centre thématique sur les eaux intérieures; l'Expérience européenne en matière de transport et de transformation des constituants présents à l'état de trace dans la troposphère au-dessus de l'Europe (EUROTRAC) : surveillance et modélisation de la pollution atmosphérique; l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués : modélisation intégrée des évaluations (organisations non gouvernementales); les organes communs mis en place pour la protection des eaux intérieures transfrontières et de l'environnement marin, la Commission de protection de l'environnement marin de la Baltique (Commission d'Helsinki) et la Commission Paris-Oslo pour la protection de l'environnement marin de l'Atlantique du Nord-Est; l'OCDE : études de performance en-

vironnementale; participation aux activités qui sont coordonnées par le Sous-Comité des ressources en eau du Comité administratif de coordination, en particulier à l'évaluation des réalisations au titre du chapitre 18 d'Action 21 et du rapport sur la mise en valeur des ressources en eau dans le monde; participation à l'équipe spéciale sur le programme d'action sur l'environnement pour l'Europe centrale et orientale; coopération avec le PNUE, le PNUD et l'Agence européenne pour l'environnement : surveillance de l'environnement; le PNUE, le PNUD, l'OMS/EURO, la CNUCED, l'OCDE, la Commission européenne, le Conseil de l'Europe, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque mondiale pour les préparatifs de la Conférence ministérielle de Kiev; le PNUE, l'OMS et le Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique en ce qui concerne les mesures à prendre au niveau mondial sur les polluants organiques persistants; l'OMS/EURO et la Commission européenne (Programme d'assistance à la reconstruction économique dans les pays d'Europe centrale et orientale – Programme PHARE – et Programme d'assistance technique à la Communauté d'États indépendants) : l'eau et la santé; l'OMS : surveillance et modélisation de la pollution de l'air; effets sur la santé par l'intermédiaire de l'équipe spéciale commune; suivi de la Conférence de 1999 sur l'environnement et la santé; le Centre européen de l'OMS pour l'environnement et la santé : formulation de directives sur la qualité de l'air; l'OMM : modélisation de l'atmosphère par l'intermédiaire de l'équipe spéciale commune;

d) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)

i) Services consultatifs. Missions dans des pays en transition concernant la réalisation d'études de performance environnementale (12); l'application de la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (4) et de la Convention d'Aarhus (4); l'amélioration des capacités en matière d'évaluation de l'impact sur l'environnement (2) et des capacités de surveillance de l'environnement; les questions relatives à l'eau, en coopération avec le conseiller régional pour l'environnement (2); la promotion de l'application de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels (4);

ii) Cours de formation, séminaires et ateliers. Ateliers sous-régionaux visant à promouvoir l'application et la ratification de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels (2); ateliers sous-régionaux visant à promouvoir l'application de la Convention sur la participation du public (6); cours de formation sur la gestion transfrontière de l'eau organisés à l'intention d'experts de pays en transition (4); séances de formation à l'intention du personnel travaillant aux points de contact (Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels) (2); ateliers sur la promotion des échanges de technologies en matière de sécurité (1); sur la planification préalable en prévision des accidents et l'intervention en cas d'accident (1); sur les bonnes pratiques au titre de la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (2); sur la gestion intégrée de l'eau (2); sur la coopération sous-régionale au titre de la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (2); sur la prévention des accidents industriels (2); sur la gestion de l'eau (2); sur des questions relatives à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière longue distance (20); sur le renforcement de la coopération entre la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière et d'autres conventions (1).

Tableau 18.8

**Ressources nécessaires : sous-programme 1**

| | *Ressources (en milliers de dollars É.-U.)* | | *Postes* | |
|---|---|---|---|---|
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003 (avant réévaluation des coûts)* | *2000-2001* | *2002-2003* |
| Budget ordinaire | | | | |
| Postes | 5 466,1 | 5 466,1 | 30 | 30 |
| Autres rubriques | 160,8 | 101,9 | – | – |
| **Total** | **5 626,9** | **5 568,0** | **30** | **30** |
| Fonds extrabudgétaires | **5 191,6** | **4 669,2** | **–** | **–** |

18.26 La diminution au titre des autres rubriques s'explique par la réaffectation des crédits prévus pour le traitement informatique, les télécommunications, le stockage des données et d'autres services informatiques spécialisés à l'appui au programme, où ils sont gérés d'une manière centralisée pour l'ensemble de la CEE.

## Sous-programme 2
## Transport

***Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 5 867 400 dollars***

18.27 Les activités au titre du sous-programme seront exécutées par la Division des transports. Le programme de travail a été élaboré sur la base du sous-programme 2 du programme 16 du plan à moyen terme pour la période 2002-2005.

Tableau 18.9

**Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées et indicateurs de succès**

**Objectif** : Assurer l'existence dans la région d'un système de transport efficace et cohérent, tout en respectant les principes d'un niveau élevé de qualité, de sécurité, de protection de l'environnement et d'économie de l'énergie

| *Réalisations escomptées* | *Indicateurs de succès* |
|---|---|
| a) Amélioration et actualisation des instruments juridiques de la CEE dans le domaine des transports. | a) i) Nombre d'instruments juridiques révisés et de nouvelles recommandations relatifs à la sécurité de la circulation;<br>ii) Nombre de règlements nouveaux et amendés concernant les véhicules;<br>iii) Nombre d'amendements aux instruments juridiques relatifs au passage des frontières;<br>iv) Nombre d'amendements aux accords concernant les infrastructures; |

| *Réalisations escomptées* | *Indicateurs de succès* |
|---|---|
| | v) Nombre d'amendements aux accords concernant le transport des marchandises dangereuses. |
| b) Respect accru des instruments juridiques de la CEE dans le domaine des transports. | b) Nombre de nouvelles parties contractantes et application des instruments juridiques qu'implique l'adhésion à ces accords. |
| c) Renforcement des recommandations de l'Organisation des Nations Unies concernant le transport des marchandises dangereuses et mise en place du système de classement et d'étiquetage des produits chimiques harmonisé à l'échelle mondiale. | c) i) Nombre de recommandations révisées des Nations Unies concernant le transport des marchandises dangereuses qui auront été modifiées;<br>ii) Nombre d'instruments juridiques internationaux/régionaux/nationaux relatifs à la classification et à l'étiquetage des produits chimiques qui auront été modifiés ou formulés pour tenir compte du système harmonisé à l'échelle mondiale. |
| d) Débat au Comité des transports intérieurs pour déterminer dans quelle mesure une perspective sexospécifique peut être intégrée aux différents domaines d'activité du sous-programme. | d) Inscription à l'ordre du jour de la session annuelle dudit comité d'un point relatif à l'intégration d'une perspective sexospécifique. |

**Facteurs externes**

18.28 Les objectifs du sous-programme seront atteints et les réalisations escomptées deviendront réalité si : a) un consensus peut être réalisé entre les différentes parties concernées sur l'actualisation des instruments juridiques en vigueur et sur l'établissement de nouveaux instruments; b) les États ratifient les instruments juridiques ou y adhèrent; c) les gouvernements et parlements décident d'adopter et d'appliquer une nouvelle législation nationale connexe et de veiller au respect de cette législation; d) les gouvernements encouragent l'élargissement des réseaux et adoptent des mesures propres à faciliter le passage des frontières; e) des ressources suffisantes sont disponibles pour mettre en oeuvre les instruments juridiques et financer les projets d'infrastructure et d'autres activités de coopération technique dans les pays en transition.

**Produits**

18.29 Les produits ci-après seront fournis au cours de l'exercice biennal 2002-2003 :

a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire)

i) Conseil économique et social :

a. Services fonctionnels des réunions. Réunions du Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du système de classement et d'étiquetage des produits chimiques harmonisé à l'échelle mondiale du Conseil économique et social (6) et de ses deux sous-comités : Sous-Comité d'experts du système de classement et d'étiquetage des produits chimiques harmonisé à l'échelle mondiale (20); et Sous-Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses (50);

b. Documentation à l'intention des organes délibérants. Un rapport de la session biennale du Comité (1); rapport du Secrétaire général au Conseil économique et social sur les travaux du Comité (1); Sous-Comité d'experts du système de classement et d'étiquetage des produits chimiques harmonisé à l'échelle mondiale : documents sur le système harmonisé (70); rapports du Sous-Comité d'experts du système de classement et d'étiquetage des produits chimiques harmonisé à l'échelle mondiale (4); Sous-Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses : documents sur les recommandations des Nations Unies relatives aux transport des marchandises dangereuses et amendements à ces recommandations (160); rapports du Sous-Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses (4);

ii) Comité des transports intérieurs :

a. Services fonctionnels des réunions. Séances (session annuelle) du Comité (12) et de son bureau (16); réunions communes sur le transport et l'environnement (8); réunions des 16 organes subsidiaires du Comité des transports intérieurs (532 séances);

b. Documentation à l'intention des organes délibérants. Rapports sur les activités concernant l'assistance aux pays en transition (2); rapports sur la situation des transports dans les pays membres de la CEE (2); rapports sur le transport et l'environnement (2); rapports et notes au Groupe de travail sur le transport combiné (6); rapports et notes au Groupe de travail sur les problèmes douaniers intéressant les transports (21); rapports et notes aux groupes de travail sur : les transports par voie navigable (10); les transports ferroviaires (12); la sécurité de la circulation routière (10); le transport routier (10); le transport des marchandises dangereuses (170); le transport des denrées périssables (4); les statistiques des transports (2); et les tendances et l'économie des transports (3); rapports et notes au Forum mondial sur l'harmonisation des règlements concernant les véhicules (573); rapports des sessions annuelles du Comité, y compris son programme de travail (2); rapports sur l'état de l'application des accords et conventions concernant le transport international (2);

b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)

i) Publications en série. *2000 Combined Census and Inventory of Motor Traffic* (1); *Bulletin annuel de statistiques des transports pour l'Europe* (2); *Accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par route (ADR)* (1); *Prescriptions européennes relatives au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure (ADN)* (1); *Code européen des voies de navigation intérieure*, édition révisée (1); recommandations concernant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure (1); statistiques des accidents de la route en Europe (2); manuel *TIR* (transport international routier) (1); recommandations des Nations Unies relatives au transport des marchandises dangereuses (réglementation type) (1); recommandations des Nations Unies relatives au transport des marchandises dangereuses, tests et critères (1);

ii) Publications isolées. Accord relatif au transport international des denrées périssables et au matériel spécial à utiliser à cette fin (1); manuel sur l'accord relatif au transport international des denrées périssables (1); système de classement et d'étiquetage des produits chimiques harmonisé à l'échelle mondiale (1); glossaire des statistiques relatives aux transports (édition révisée) (1); manuel sur le transport par voies de navigation inté-

rieure en Europe (1); inventaire des normes et paramètres figurant dans l'Accord européen sur les grandes lignes internationales de chemins de fer et dans l'Accord européen sur les grandes lignes de transport international combiné et les installations connexes (1); inventaire des normes et paramètres principaux du réseau européen de voies de navigation intérieure (1); carte du réseau de transport combiné (1); carte du réseau des routes E (1); carte des voies de navigation intérieure en Europe (1); carte du réseau des lignes de chemins de fer européennes (1); livre de poche des indicateurs fondamentaux des transports (1); stations de réception sur les voies navigables européennes pour le transbordement des déchets provenant de bateaux (1); transport Information (1);

iii) Communiqués de presse : des communiqués de presse sont généralement publiés avant et après la tenue des réunions du Comité des transports intérieurs et d'autres organes subsidiaires, ou d'autres manifestations importantes concernant leurs travaux. Ils sont également publiés à l'occasion de manifestations spéciales (14);

iv) Supports techniques. Recensement des routes E (2000), application Internet (1); CD-ROM comportant une présentation de la carte des voies de navigation intérieure en Europe et des données connexes (1); CD-ROM du recensement des routes E (2000) (1); CD-ROM sur l'Accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par route (1); CD-ROM sur le système de classement et d'étiquetage des produits chimiques harmonisé à l'échelle mondiale (1); CD-ROM sur la réglementation type pour le transport des marchandises dangereuses (1); réglementations techniques pour les véhicules de transport routier et amendements correspondants (60); mise à jour des bases de données sur les statistiques des transports, les accidents de la route, le transport des marchandises dangereuses, le transport des denrées périssables, le transport urbain et le transport et l'environnement (1); actualisation et gestion du site Web du Comité des transports intérieurs et de ses organes subsidiaires (1);

v) Contribution à l'élaboration et à l'actualisation des instruments et réglementation juridiques. Nouveaux instruments juridiques (2); nouvelles réglementations concernant les véhicules (4); examen du contrôle de l'application des instruments juridiques (2); mise à jour d'instruments juridiques (8); mise à jour de diverses réglementations et règles concernant les véhicules (60);

c) Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires). Un certain nombre d'organisations non gouvernementales interviennent activement dans le domaine des transports et la participation à leurs réunions est essentielle pour maintenir la coopération. Il s'agit notamment de l'Union internationale des chemins de fer, de l'Union internationale des transports routiers et de la Fédération routière internationale. Les différents organismes coordonnent leurs activités en participant aux réunions, en échangeant des informations et en prenant part aux travaux des autres principaux organes subsidiaires de la CEE, des programmes et institutions spécialisées des Nations Unies (CNUCED, PNUD, PNUE, AIEA, OMI, OACI, OIT, OMS, UIT), ainsi que de la CESAP et/ou de la CNUCED dans le cadre des activités organisées à l'intention des pays membres d'Asie centrale et du Caucase. La réalisation des objectifs du sous-programme, en particulier en ce qui concerne l'élaboration d'instruments juridiques, exige une coopération et une coordination étroites avec d'autres organismes intergouvernementaux tels que la Commission européenne, le Parlement européen, la Conférence européenne des ministres des transports, l'OCDE, l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, la Commission centrale pour la navigation sur le Rhin et la Commission du Danube. Dans le cadre de l'Initiative de coopération pour l'Europe du Sud-Est, deux groupes de projet créés en 1997, l'un sur les infrastructures et l'autre sur la simplification des procédures de passage des

frontières, continueront de se réunir. Un autre groupe de projet dans le cadre de la Zone de transport paneuropéenne de la mer Noire se réunira également.

d) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)

i) Services consultatifs. Bien qu'il soit prévu que la plupart des activités de coopération technique soient menées par les conseillers régionaux financés au titre du chapitre 21, certains liens devront être établis avec le sous-programme, notamment sur les questions concernant le transport des marchandises dangereuses et le système de classement et d'étiquetage des produits chimiques harmonisé à l'échelle mondiale, qui nécessitent la participation de membres du personnel permanent du Secrétariat (12 missions);

ii) Cours de formation, séminaires et ateliers. Des séminaires sur certains aspects des transports, notamment les projets d'autoroutes transeuropéennes et de chemins de fer transeuropéens, seront organisés en vue d'assurer la formation de quelque 300 responsables au total (4 en 2002; 4 en 2003);

iii) Projets opérationnels. Autoroutes transeuropéennes : dans le cas de ce projet, des activités de préinvestissement, notamment la collecte de données, seront menées en tenant compte des infrastructures de transport qu'il est envisagé de mettre en place dans les pays de la région. La CEE sera l'agent d'exécution; chemin de fer européen : les problèmes d'infrastructure et d'organisation dans le secteur ferroviaire des pays d'Europe centrale et orientale seront examinés (investissements et mesures structurelles). On se penchera notamment sur le transport combiné, le passage des frontières et l'attribution de voies ferroviaires. La CEE servira d'agent d'exécution pour le projet, qui est financé au moyen de fonds d'affectation spéciale.

Tableau 18.10

**Ressources nécessaires : sous-programme 2**

| | *Ressources (en milliers de dollars É.-U.)* | | *Postes* | |
|---|---|---|---|---|
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003 (avant réévaluation des coûts)* | *2000-2001* | *2002-2003* |
| Budget ordinaire | | | | |
| Postes | 5 534,2 | 5 647,4 | 32 | 33 |
| Autres rubriques | 411,7 | 220,0 | – | – |
| **Total** | **5 945,9** | **5 867,4** | **32** | **33** |
| Fonds extrabudgétaires | 1 663,5 | 1 834,0 | – | – |

18.30 L'augmentation au titre des postes s'explique par le nouveau poste P-4 créé pour renforcer les services fournis au Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du système de classement et d'étiquetage des produits chimiques harmonisé à l'échelle mondiale, qui a été restructuré. La diminution au titre des autres rubriques est due à une réduction des ressources nécessaires au titre du personnel temporaire (autres que pour les réunions) et des travaux contractuels de traduction et d'imprimerie, ainsi qu'à la réaffectation des crédits prévus pour le traitement informatique, les télécommunications, le stockage des données et d'autres services informatiques spécialisés à l'appui au programme, où ils sont gérés d'une manière centralisée pour l'ensemble de la CEE.

## Sous-programme 3
## Statistiques

***Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 5 874 000 dollars***

18.31 Les activités du sous-programme seront exécutées par la Division de statistique sous la direction de la Conférence des statisticiens européens et sous les auspices conjoints de la CEE et de la Commission de statistique de l'ONU. Le programme de travail a été formulé sur la base du sous-programme 3 du programme 16 du plan à moyen terme pour la période 2002-2003.

Tableau 18.11

**Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées et indicateurs de succès**

**Objectif** : L'objectif est d'accroître la coordination des activités statistiques internationales dans l'ensemble de la région et de permettre aux pays en transition d'utiliser plus efficacement le système de comptabilité nationale et les indicateurs sociaux pour formuler leurs politiques

| *Réalisations escomptées* | *Indicateurs de succès* |
|---|---|
| Les activités devraient permettre : | Les activités auront atteint leur but si : |
| a) De mieux coordonner les travaux statistiques de tous les organismes de statistique actifs dans la région de la CEE et de mettre au point et d'appliquer des normes, méthodes et pratiques statistiques. | a) Les programmes de travail annuels de présentation intégrée des activités statistiques internationales dans la région de la CEE indiquent qu'il y a eu un grand nombre de réunions et d'activités parrainées en commun par plusieurs organismes internationaux de statistique actifs dans la région de la CEE. |
| b) Aux utilisateurs au secrétariat de la CEE et dans les États membres de la CEE et d'organisations internationales et à d'autres utilisateurs de disposer de données économiques et sociales essentielles concernant la région de la CEE. | b) Les utilisateurs de données sont nombreux à se déclarer satisfaits de la disponibilité de données économiques et sociales essentielles concernant la région de la CEE. |
| c) De développer encore les statistiques ventilées par sexe et d'en améliorer la diffusion. | c) On a collecté et diffusé une plus forte proportion de données ventilées par sexe (séries chronologiques) sur un site Web consacré aux statistiques régionales ventilées par sexe. |

**Facteurs externes :**

18.32 Le sous-programme devrait atteindre ses objectifs et obtenir les réalisations escomptées en supposant que : a) les organismes internationaux de statistique actifs dans la région de la CEE, notamment l'OCDE, Eurostat, le FMI et le Comité de statistique de la Communauté d'États indépendants, de même que les bureaux nationaux de statistique des pays membres de la CEE, sont disposés à apporter leur coopération; b) les organismes nationaux de statistique, de même qu'Eurostat, l'OCDE et le Comité de statistique de la CEI mettent à disposition les données nécessaires à la base de données statistiques; c) l'on dispose des ressources voulues pour apporter une assistance technique aux bureaux nationaux de statistique des pays en transition.

## Produits

18.33 Les produits et services suivants seront fournis au cours de l'exercice biennal 2002-2003 :

a) Services destinés à des organes intergouvernementaux/d'experts (budget ordinaire)

i) Services fonctionnels nécessaires pour les réunions de la Conférence des statisticiens européens [sessions plénières (10) et réunions du Bureau (20)]; ainsi que les réunions intergouvernementales spéciales consacrées aux statistiques sociales et démographiques (50); aux statistiques économiques (42); aux techniques informatiques appliquées aux statistiques et autres questions intersectorielles (48); à la méthodologie des statistiques de l'environnement (12);

ii) Documentation à l'intention des organes délibérants. Rapports destinés au Bureau de la Conférence (50); rapports devant être examinés aux sessions plénières de la Conférence (30); documents devant être examinés lors des réunions intergouvernementales sur la méthodologie des statistiques de l'environnement (1); les statistiques économiques (22); les statistiques sociales et démographiques (11); les techniques informatiques appliquées aux statistiques et autres questions intersectorielles (7).

b) Autres services fonctionnels (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)

i) Publications périodiques. *Bulletin of ECE Facts* (8); *Statistical Journal of the United Nations Economic Commission for Europe* (8); *World Robotics (2); Trends in Europe and North America: Statistical Yearbook of the ECE* (2);

ii) Publications non périodiques. Documents sur les sujets suivants : bonnes pratiques dans l'estimation de la durée de vie utile des avoirs (1); bonnes pratiques dans la conception d'un site Web consacré aux statistiques (1); évaluation de l'efficacité de l'édition des données statistiques (1); formats se prêtant au téléchargement de données statistiques par Internet (1); glossaire de termes statistiques (1); fascicule sur l'établissement de points de référence et le suivi du développement social (1); fascicule sur les bonnes pratiques de communication avec les médias (1); *International Comparison in Europe* (1); inventaire des pratiques nationales concernant l'estimation des activités parallèles et non structurées aux fins du système de comptabilité nationale (1); manuel sur les indices des prix à la production (1); méthodes utilisées pour produire des estimations avancées d'indicateurs macroéconomiques (1); *Profiles of Women and Men in Europe and North America* (1); monographie statistique (2); terminologie des systèmes statistiques d'information géographique (1);

iii) Opuscules, fiches documentaires, graphiques muraux, trousses d'information. Brochures et documents ou articles pour expositions (10); brochure concernant le site Web sur les statistiques régionales ventilées par sexe (1);

iv) Supports techniques. Mise à jour et maintenance du site Web de la Conférence des statisticiens européens (1); mise à jour des deux matrices origine/destination des statistiques des migrations internationales sous forme électronique (2); fourniture de données pour des publications que doit établir la Division de l'analyse économique (4); services fournis par le service de conception graphique à l'ensemble de la CEE (1); mise à jour et maintenance de la base de données macroéconomiques de la CEE (1).

c) Coopération internationale, coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires). Participation aux réunions organisées par l'Institut international de statistique; participation aux réunions organisées par Eurostat, l'OCDE, le Conseil de l'Europe, ain-

si qu'aux réunions du Sous-Comité des activités statistiques du Comité administratif de coordination, celles organisées par la Division de statistique de l'ONU, le FMI, etc.;

d) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)

i) Services consultatifs fournis sur demande à des experts des bureaux nationaux de statistique sur la compilation des données statistiques nécessaires aux activités d'analyse et de publication de la CEE (2);

ii) Cours de formation, séminaires et ateliers. Participation à des réunions, stages de formation et séminaires organisés dans le cadre des projets régionaux de statistique financés par le PNUD, et établissement de la documentation y relative (4).

Tableau 18.12

**Ressources nécessaires : sous-programme 3**

| | *Ressources (en milliers de dollars É.-U.)* | | *Postes* | |
|---|---|---|---|---|
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003 (avant réévaluation des coûts)* | *2000-2001* | *2002-2003* |
| Budget ordinaire | | | | |
| Postes | 6 028,5 | 5 752,9 | 36 | 35 |
| Autres rubriques | 504,8 | 121,1 | – | – |
| **Total** | **6 533,3** | **5 874,0** | **36** | **36** |
| Fonds extrabudgétaires | 458,2 | 217,6 | – | – |

18.34 La diminution du montant prévu au titre des postes s'explique par le transfert de 1 poste P-2 au sous-programme 4, Analyse économique, la suppression de 2 postes d'agent des services généraux et la création de 2 postes P-2. La diminution au titre des autres rubriques s'explique par le transfert des services de traitement informatique, de télécommunications, de stockage des données et d'autres services informatiques spécialisés à l'appui au programme, où la gestion de ces services est centralisée pour l'ensemble de la CEE.

## Sous-programme 4
## Analyse économique

***Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 4 519 600 dollars***

18.35 Ce sous-programme sera exécuté par la Division de l'analyse économique. Le programme de travail a été formulé sur la base du sous-programme 4 du programme 16 du plan à moyen terme pour la période 2002-2005.

Tableau 18.13

**Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées et indicateurs de succès**

**Objectif** : L'objectif est d'accroître la contribution de la CEE à l'intégration économique et la compréhension mutuelle entre les pays de la région de la CEE sur les problèmes et politiques complexes

| *Réalisations escomptées* | *Indicateurs de succès* |
|---|---|
| Les activités devraient permettre : | Les activités auront atteint leur but si : |
| a) De faire mieux prendre conscience des questions et problèmes de développement économique dans la région de la CEE, en tenant compte, le cas échéant, de la dimension femmes des questions économiques et démographiques. | a) Les principaux utilisateurs des analyses de la CEE font savoir que ces analyses leur ont permis de mieux comprendre les questions et problèmes de développement économique dans la région de la CEE. |
| b) D'assurer le succès de la Conférence ministérielle de la CEE sur le vieillissement. | b) Les États membres de la CEE adoptent le Document final de la Conférence. |

**Facteurs externes**

18.36 Le sous-programme devrait atteindre ses objectifs et obtenir les réalisations escomptées en supposant que : a) les sources nationales et internationales mettent les données voulues à disposition; b) on dispose des ressources extrabudgétaires requises pour l'analyse démographique; c) il existe une volonté politique de négocier et d'adopter la stratégie régionale d'application concernant le vieillissement lors de la Conférence ministérielle sur le vieillissement (Berlin, 2002).

**Produits**

18.37 Les produits et services suivants seront fournis au cours de l'exercice biennal 2002-2003 :

a) Services destinés à des organes intergouvernementaux/d'experts (budget ordinaire)

i) Services fonctionnels nécessaires pour les réunions de la Commission économique pour l'Europe (4); le Séminaire sur l'évolution de la situation économique dans la région de la CEE (4); la Conférence ministérielle de la CEE sur le vieillissement (6);

ii) Documentation à l'intention des organes délibérants. Conseil économique et social : Résumé de l'*Étude sur la situation économique en Europe* (2); Commission économique pour l'Europe (CEE) : *Étude sur la situation économique en Europe* (2);

b) Autres services fonctionnels (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)

i) Publications périodiques. *Étude sur la situation économique en Europe* (4);

ii) Publications non périodiques. Études analytiques sur certains aspects du processus de réforme économique dans un pays ou un groupe de pays en transition (2); Document final de la Conférence ministérielle de la CEE sur le vieillissement (1); documentation technique sur les enquêtes démographiques, les recensements et l'information contextuelle (3);

iii) Communiqués de presse, conférences de presse. Dix communiqués de presse sur les principales publications ainsi que sur des manifestations spéciales (séminaires par exemple);

iv) Supports techniques. Sites Web permettant de consulter les chapitres et tableaux récapitulatifs des publications et un site donnant des informations sur les activités relatives à la population, notamment les résultats de l'analyse démographique.

c) Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires). Contribution à l'élaboration de l'*Étude sur la situation économique et sociale dans le monde* par le Département des affaires économiques et sociales. Deux documents de base et réunions de coordination; contribution à l'établissement du chapitre consacré aux économies en transition du *Rapport conjoint sur l'économie mondiale* de la CNUCED (2 numéros); coopération et collaboration avec le FMI, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce, dont les travaux de recherche et d'analyse économiques portent sur des questions de même nature; participation aux sessions annuelles de la Commission de la population et du développement et autres réunions spéciales du FNUAP; participation active aux conférences, ateliers, séminaires, colloques et réunions organisés, notamment, par l'Union européenne, l'OSCE, le Conseil de l'Europe, l'Initiative de coopération pour l'Europe du Sud-Est, l'OCDE, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque des règlements internationaux et établissement de documents de base à l'intention des réunions de ces organismes; participation active aux conférences, ateliers, colloques et séminaires organisés par les organisations non gouvernementales (par exemple, l'Association d'instituts européens de conjoncture économique et l'Association économique européenne) ainsi qu'aux travaux de recherche et d'analyse économiques des universités, et établissement de documents de base à l'intention de ces organismes;

d) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)

i) Services consultatifs. Consultations avec des experts d'organismes gouvernementaux, notamment les instituts nationaux de la population et les bureaux de statistique (4 missions);

ii) Stages de formation, séminaires et ateliers. Au total, 10 réunions et stages de formation seront organisés dans le cadre du Programme sur les générations et l'équité entre les sexes sur les thèmes suivants : enquêtes sur les ménages; recensements de la population et de l'habitation; et établissement de bases de données contextuelles aux fins d'analyses.

Tableau 18.14

**Ressources nécessaires : sous-programme 4**

| | *Ressources (en milliers de dollars É.-U.)* | | *Postes* | |
|---|---|---|---|---|
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003 (avant réévaluation des coûts)* | *2000-2001* | *2002-2003* |
| Budget ordinaire | | | | |
| Postes | 4 229,5 | 4 366,7 | 23 | 24 |
| Autres rubriques | 236,9 | 152,9 | – | – |
| **Total** | **4 466,4** | **4 519,6** | **23** | **24** |
| Fonds extrabudgétaires | 597,4 | 383,3 | – | – |

18.38 L'augmentation au titre des postes est imputable au redéploiement interne d'un poste D-2 du sous-programme 3 (Statistiques) afin de renforcer les activités d'analyse de la population relevant du

sous-programme 4. La diminution enregistrée aux autres rubriques est imputable à une légère réduction des ressources à prévoir pour la traduction et l'impression à l'extérieur ainsi qu'au redéploiement à la rubrique Appui au programme (où elles sont administrées au niveau central) des ressources au titre de l'informatique, des télécommunications, du stockage des données et d'autres services spécialisés relevant des technologies de l'information.

## Sous-programme 5
## Énergie durable

***Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 1 781 300 dollars***

18.39 Le programme de travail au titre du sous-programme sera exécuté par la Division de l'énergie durable. Le programme de travail a été élaboré en se fondant sur le sous-programme 5 du programme 16 du plan à moyen terme pour la période 2002-2005.

Tableau 18.15

**Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées et indicateurs de succès**

**Objectif** : Aider les pays de la CEE à surmonter deux difficultés fondamentales dans le domaine de l'énergie : a) la transition vers des formes plus durables de développement pour la production et l'utilisation d'énergie; et b) une meilleure intégration des systèmes et de l'infrastructure énergétiques des pays de la région

| *Réalisations escomptées* | *Indicateurs de succès* |
|---|---|
| a) Intégration plus poussée des politiques et réseaux énergétiques des pays de la CEE. | a) Contribution des études, de l'assistance technique et des sessions de formation de la CEE à l'amélioration des liens entre les systèmes énergétiques ainsi qu'aux échanges commerciaux et aux investissements dans le domaine de l'énergie, selon les indications données par les pays de la région. |
| b) Élargissement de l'application de la Classification-cadre des Nations Unies pour les réserves/ressources en combustibles solides et produits minéraux. | b) i) Nombre de pays ayant adopté la classification en tant que norme nationale;<br>ii) Utilisation de la classification par les associations minérales, énergétiques et bancaires. |
| c) Débat au sein du Comité de l'énergie durable sur la mesure dans laquelle il est possible d'intégrer la dimension sexospécifique dans différents domaines d'activité relevant du sous-programme. | c) Inscription à l'ordre du jour d'une question sur l'intégration des sexospécificités lors de la session annuelle du Comité. |

**Facteurs externes**

18.40 On compte que le sous-programme atteindra les objectifs qui lui ont été assignés et que les réalisations escomptées se matérialiseront dans la mesure où : a) les ressources voulues seront mises à la disposition des pays dont l'économie est en transition; b) les pays manifesteront leur volonté politique d'appliquer les recommandations formulées par la CEE; et c) les pays dont l'économie est en

transition se doteront d'une capacité de réorienter leur cadre institutionnel et leur comportement de manière à répondre aux impératifs d'une économie de marché.

## Produits

18.41 Durant l'exercice biennal 2002-2003, les produits ci-après seront fournis :

a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (fonds extrabudgétaires)

i) Comité de l'énergie durable :

a. Services fonctionnels à l'intention des réunions. Sessions annuelles (12);

b. Documentation à l'intention des organes délibérants. Rapports sur les travaux des sessions annuelles (2); rapports sur l'utilisation de techniques non polluantes d'exploitation du charbon dans les pays dont l'économie est en transition (2); rapports sur la classification-cadre aux fins d'évaluation des ressources mondiales en énergie sur la base de principes communs (2); rapports sur l'établissement de directives concernant la réforme des prix de l'énergie aux fins du développement durable (2); rapport sur la réduction de la pollution provenant de la combustion de charbon dans les pays dont l'économie ne repose pas sur l'exploitation de l'énergie (1); rapport sur les initiatives régionales en matière de développement de l'énergie durable et en ce qui concerne les mesures de suivi (1); rapport sur la restructuration et la privatisation de l'industrie du charbon et de l'énergie thermique (1); rapport sur les politiques, stratégies et options en matière d'énergie durable aux fins de l'élaboration de mesures sur les grandes questions régionales intéressant les pays de la CEE (1);

ii) Comité directeur du projet « Rendement énergétique 21 » :

a. Services fonctionnels à l'intention des réunions. Sessions annuelles (12); sessions annuelles du Groupe spécial d'experts des investissements dans l'efficacité énergétique en vue d'atténuer les changements climatiques (16);

b. Documentation à l'intention des organes délibérants. Rapports sur les travaux des sessions annuelles (2); rapports sur le financement de l'efficacité énergétique (2); rapports sur les investissements dans l'efficacité énergétique (2); rapports sur les politiques de rendement énergétique (2);

iii) Groupe de travail du gaz :

a. Services fonctionnels à l'intention des réunions. Sessions annuelles (12); sessions annuelles du Groupe spécial d'experts des ressources en gaz naturel (4); sessions annuelles du Groupe spécial d'experts de l'utilisation et de la distribution du gaz (4);

b. Documentation à l'intention des organes délibérants. Rapports sur les sessions annuelles (2); rapport sur l'évaluation des ressources en gaz naturel, y compris les méthodes géologiques et géophysiques de prospection (1); rapports sur la mise en place, la gestion et l'entretien des systèmes de transport du gaz (2); rapport sur les faits nouveaux survenus dans l'industrie du gaz, y compris le commerce du gaz et l'interconnexion et le développement des réseaux dans le secteur (1); rapports sur les réformes économiques et leur restructuration dans les pays d'Europe centrale et d'Europe orientale ainsi que sur leurs conséquences et leur importance pour la commercialisation et l'industrie du gaz (2);

iv) Comité consultatif du Centre du gaz :

a. Services fonctionnels à l'intention des réunions. Sessions annuelles (4); sessions annuelles du Groupe spécial d'experts des bases de données (12); sessions annuelles du Groupe spécial d'experts des questions stratégiques en matière de libéralisation du marché du gaz (12); sessions annuelles du Groupe spécial d'experts des questions stratégiques en matière de transport du gaz (12);

b. Documentation à l'intention des organes délibérants. Rapports sur les travaux des sessions annuelles (2); rapports sur l'état d'avancement du projet concernant le Centre du gaz (2); rapports sur les travaux des ateliers d'étude et des conférences de haut niveau (8);

v) Groupe spécial d'experts du charbon et de l'énergie thermique. Sessions annuelles (8);

vi) Groupe spécial d'experts sur l'extension de l'interconnexion des réseaux électriques en Europe. Sessions annuelles (8);

b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)

i) Publications isolées. Rendement énergétique et sécurité de l'approvisionnement en énergie dans les pays d'Europe orientale et la Communauté d'États indépendants (1); stratégies d'investissement en matière de rendement énergétique dans les pays d'Europe orientale et la Communauté d'États indépendants (1); réformes des politiques de rendement énergétique aux fins des investissements (1); nouveaux faits survenus dans le domaine du financement de l'énergie durable grâce à l'amélioration du rendement énergétique (1); système de codification internationale pour l'utilisation du charbon de moindre qualité (1); établissement d'une cartographie des champs de gaz naturel (1); compte rendu des travaux de la réunion de haut niveau du Centre du gaz de la CEE (2); restructuration de l'industrie du gaz par le Centre du gaz de la CEE (2); Classification-cadre des Nations Unies pour les réserves et ressources d'énergie mondiale (1);

ii) Communiqués de presse, conférences de presse. Communiqués de presse sur les études et les séminaires consacrés à l'énergie (10);

iii) Séminaires à l'intention des utilisateurs de l'extérieur. Séminaire sur le développement de l'énergie durable (2); ateliers sur le renforcement et la réforme de l'industrie énergétique dans les pays à économie en transition (2);

c) Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires). Coopération et harmonisation des activités avec la Commission européenne, l'OCDE, l'Agence internationale de l'énergie et le secrétariat de la Charte de l'énergie (le Traité relatif à la Charte de l'énergie, qui réglemente un certain nombre de relations dans le domaine de l'énergie entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale, est desservi par un secrétariat sis à Bruxelles et est en partie financé par l'Union européenne); coopération et liaison avec le Département des affaires économiques et sociales, le PNUD, la BIRD, l'OIT, l'OMS, le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux, le Fonds mondial pour la protection de l'environnement, la Commission du développement durable et d'autres commissions; coopération avec les banques régionales de développement, telles que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque européenne d'investissement; participation à des forums (sessions annuelles, conférences, ateliers, etc.) organisés par le Conseil mondial de l'énergie, l'Institut mondial du charbon, l'Union internationale de l'industrie du gaz, l'Union internationale des producteurs et distributeurs d'énergie électrique et EURELECTRIC (association industrielle ou commerciale des

producteurs et distributeurs européens d'énergie électrique, principalement de services publics d'approvisionnement en électricité);

d) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)

i) Services consultatifs. Projet « Rendement énergétique 21 » (le projet « Rendement énergétique 21 » a été mis en route en tant que projet «Rendement énergétique 2000 » en 1991 et a été relancé en tant que projet « Rendement énergétique 21 » en mai 2000) : mise en place de mécanismes de financement des projets relatifs au rendement énergétique; constitution de zones de démonstration du rendement énergétique (6 missions); Centre du gaz : assistance à l'industrie du gaz dans les pays dont l'économie est en transition afin de les aider à mettre en place des cadres juridiques et réglementaires adaptés à l'économie de marché; élaboration de politiques et d'instruments de fixation des prix concernant le gaz; formulation de politiques rationnelles de promotion des investissements; et harmonisation internationale des cadres juridiques et réglementaires (2 missions);

ii) Cours de formation, séminaires et ateliers. Projet « Rendement énergétique 21 » : atelier sur la planification et l'ingénierie financière des projets relatifs au rendement énergétique; atelier sur la constitution de zones de démonstration du rendement énergétique; colloques sur les politiques en matière de rendement énergétique dans le cadre de la mise en valeur durable de l'énergie dans la région de la CEE (4 colloques); séminaires et ateliers sur les réformes énergétiques : questions relatives à la transition des États membres d'Europe centrale et orientale (4 manifestations);

iii) Projets opérationnels. Projet « Rendement énergétique 21 » : constitution de zones de démonstration du rendement énergétique dans certaines villes d'États membres de l'Europe centrale et de l'Europe orientale pour faciliter les échanges commerciaux et la coopération entre les pays à économie de marché et les anciens pays à économie planifiée dans les domaines des technologies et pratiques de gestion rationnelle de l'énergie et de l'environnement.

Tableau 18.16

**Ressources nécessaires : sous-programme 5**

| | *Ressources (en milliers de dollars É.-U.)* | | *Postes* | |
|---|---|---|---|---|
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003 (avant réévaluation des coûts)* | *2000-2001* | *2002-2003* |
| Budget ordinaire | | | | |
| Postes | 1 725,4 | 1 725,4 | 9 | 9 |
| Autres rubriques | 73,4 | 55,9 | – | – |
| **Total** | **1 798,8** | **1 781,3** | **9** | **9** |
| Fonds extrabudgétaires | **2 678,5** | **1 899,1** | **2** | **2** |

18.42 La diminution enregistrée aux autres rubriques est imputable au redéploiement du montant correspondant à l'informatique, aux télécommunications, au stockage des données et à d'autres services spécialisés relevant des technologie de l'information à la rubrique Appui aux programmes, où ce montant est administré au niveau central.

## Sous-programme 6
## Développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise

***Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 5 010 300 dollars***

18.43 Les activités prévues au titre de ce sous-programme seront exécutées par la Division du commerce. Le programme de travail a été établi à partir du sous-programme 6 du programme 16 du plan à moyen terme pour la période 2002-2005.

Tableau 18.17

**Objectifs pour l'exercice biennal, réalisations escomptées et indicateurs de succès**

**Objectif** : Faciliter le commerce international, vaincre les principaux obstacles internes et externes qui entravent l'expansion du commerce extérieur, de l'investissement et de la coopération économique dans la région de la CEE, et favoriser l'intégration des pays en transition dans l'économie mondiale

| *Réalisations escomptées* | *Indicateurs de succès* |
|---|---|
| a) Adoption de nouvelles recommandations sur la facilitation du commerce et les normes ONU/EDIFACT. | a) Nombre de recommandations et de normes de la CEE reconnues et suivies par les pays membres. |
| b) Élaboration et actualisation de normes et de recommandations internationales sur les produits agricoles. | b) Nombre de recommandations et de normes de la CEE reconnues et suivies par les pays membres. |
| c) Amélioration de la coopération entre le secteur public et le secteur privé dans les pays en transition. | c) Augmentation de la participation du secteur privé (associations, entreprises et ONG), aux réunions intergouvernementales, aux groupes d'experts officieux, aux colloques et séminaires, aux visites d'études et à d'autres réunions consultatives. |
| d) Amélioration de la participation des femmes aux projets de développement de l'entreprise de la CEE, en particulier dans les pays en transition. | d) Nombre de femmes participant aux activités de développement de l'industrie et de l'entreprise, et mise au point d'autres activités destinées aux femmes. |

**Facteurs externes**

18.44 Le sous-programme devrait réaliser ses objectifs et réalisations escomptées à condition que : a) les pays soient décidés à appliquer les normes et recommandations de la CEE; b) le secteur privé puisse prendre part aux activités de la CEE; c) les Gouvernements acceptent la participation du secteur privé; et d) les pays en transition soient en mesure de réorienter la configuration et les caractéristiques de leurs institutions pour s'engager sur la voie d'une économie de marché.

## Produits

18.45 Les produits et services ci-après seront fournis au cours de l'exercice biennal 2002-2003 :

a) Services fonctionnels fournis aux organes intergouvernementaux et aux organes d'experts (budget ordinaire)

i) Comité pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise :

a. Services fonctionnels fournis à des réunions : sessions annuelles (10);

b. Documentation à l'intention des organes délibérants : rapports des sessions annuelles (2); rapports sur l'état d'avancement du projet de renforcement des capacités en matière de financement et d'investissement dans le secteur du bois en Fédération de Russie (2); études destinées aux tables rondes du Comité (2);

ii) Centre pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT) :

a. Services fonctionnels fournis à des réunions : sessions annuelles (16);

b. Documentation à l'intention des organes délibérants : documents d'information sur des sujets qui seront choisis par le CEFACT (2); rapports des groupes d'experts du CEFACT (12); de son groupe directeur (2); rapports des sessions annuelles (2);

iii) Groupe de travail de la normalisation des denrées périssables et de l'amélioration de la qualité (Groupe de travail No 7) :

a. Services fonctionnels fournis à des réunions : sessions annuelles du Groupe de travail (8); réunions des sections spécialisées du Groupe de travail sur la coordination de la normalisation des fruits et légumes frais (20); la normalisation des produits secs et séchés (fruits) (20); la normalisation des pommes de terre de primeur et des pommes de terre de conservation (4); la normalisation des plants de pomme de terre (8); la normalisation de la viande (porcine, bovine et de volaille) (10);

b. Documentation à l'intention des organes délibérants : rapports des sections spécialisées du Groupe de travail (11); rapports des sessions annuelles (2);

iv) Groupe de travail des pratiques juridiques et commerciales internationales (Groupe de travail No 5) :

a. Services fonctionnels fournis à des réunions : réunions annuelles du Groupe de travail (10);

b. Documentation à l'intention des organes délibérants : rapports du Groupe de travail sur les projets de construction-exploitation-transfert (2), du Groupe des droits de propriété intellectuelle (5), du Groupe consultatif de l'immobilier (2), du Groupe de travail de la Convention sur l'arbitrage international (2); rapports des sessions annuelles (2); rapports sur les visites consultatives du Groupe des droits de propriété intellectuelle (4);

v) Groupe de travail des politiques d'harmonisation technique et de normalisation (Groupe de travail No 6) :

a. Services fonctionnels fournis à des réunions : sessions annuelles du Groupe de travail (10);

b. Documentation à l'intention des organes délibérants : rapports des sessions annuelles (2); rapports du Groupe spécial d'experts sur les techniques de réglemen-

tation (2); rapports sur l'harmonisation des règlements techniques (1); sur l'application au niveau national des normes internationales (1); sur les systèmes de gestion de la qualité et de l'environnement (1); sur la normalisation et la coordination (1); sur les politiques de normalisation (1); sur les procédures d'évaluation de la conformité (1);

vi) Groupe de travail sur le développement de l'industrie et de l'entreprise (Groupe de travail No 8) :

a. Services fonctionnels fournis à des réunions : sessions annuelles du Groupe de travail (8);

b. Documentation à l'intention des organes délibérants : documents d'information sur des sujets qui seront choisis par le Groupe de travail (2); rapports de l'Équipe de spécialistes du Groupe de travail (24); rapports des sessions annuelles du Groupe de travail (2); rapports sur des séminaires et des ateliers consacrés à des thèmes relatifs au financement du commerce dans les économies en transition (2);

vii) Réunions d'experts :

a. Réunions des rapporteurs et coordonnateurs du Groupe de travail des politiques d'harmonisation technique et de normalisation (12); des rapporteurs sur la viande (8); sur les plants de pomme de terre (8); des experts convoqués par le Groupe de travail des pratiques juridiques et commerciales internationales (34); des experts convoqués par le CEFACT (308); des équipes de spécialistes convoquées par le Groupe de travail sur le développement de l'industrie et de l'entreprise (32); des experts en techniques réglementaires convoqués par le Groupe de travail des politiques d'harmonisation technique et de normalisation (12); des équipes de spécialistes sur les pépinières d'entreprises (4); sur le projet industrie chimique-développement économique et écologique durable (CHEMISEED) (8); sur la création de sociétés sur l'Internet (16); sur le commerce du métal de récupération contaminé radioactif (16);

b. Réunions préparatoires d'une réunion ministérielle de haut niveau sur le développement de l'industrie et de l'entreprise afin d'examiner la pleine intégration des pays en transition dans les économies européenne et mondiale (8); réunions préparatoires d'un séminaire sur un sujet à fixer concernant l'activité d'entreprise des femmes (4); réunions préparatoires du séminaire sur le développement du secteur des services suite à la restructuration des industries de base (4);

b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)

i) Publications en série. Rapports annuels du Comité du développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise (1); rapports annuels du CEFACT (2); recueil de normes de la CEE relatives aux produits agricoles (publication sur CD-ROM) (2); fiches descriptives des maladies et des parasites de la pomme de terre (1); brochures explicatives des normes de la CEE (brochures imprimées et CD-ROM) (8); systèmes nationaux de certification des plants de pomme de terre (1); répertoire d'éléments de données commerciales (publication sur CD-ROM) (1); répertoire d'éléments de données commerciales (publication sur l'Internet) (1); répertoire pour l'échange de données commerciales (publication sur CD-ROM) (2); répertoire pour l'échange de données commerciales (publication sur l'Internet) (6); directives de la CEE sur les meilleures pratiques relatives aux pépinières d'entreprises (1); normes de la CEE relatives aux carcasses et découpes commerciales bovines (2); aux fruits secs et séchés (révision) (2); aux fruits et légumes

frais (2); aux carcasses et découpes commerciales porcines (1); à la volaille (1); aux plants de pomme de terre (révision) (2); aux échanges et au commerce électronique (publication sur l'Internet) (2); code des Nations Unies pour les ports et autres lieux (CD-ROM) (2);

ii) Publications isolées : meilleures pratiques relatives aux entreprises qui démarrent sur l'Internet dans les pays en transition (1); développement du secteur des services suite à la restructuration industrielle (1); guide destiné aux petites et moyennes entreprises et aux pays en transition pour la mise en oeuvre du commerce électronique (1); guides sur l'investissement dans les pays en transition (2); sur les problèmes juridiques dans les pays en transition (2); sur le commerce et le financement dans les pays en transition (2); directives relatives aux meilleures pratiques en matière de développement de l'entreprise (1); de financement de l'entreprise (1); de normalisation et de politiques de réglementation connexes (1); de politiques de normalisation (1); économie de l'Internet dans les pays en transition (1); systèmes de paiement sur l'Internet dans les pays en transition (1); guide commun CEE/ONUDI sur la gestion de la qualité (1); développement du commerce mobile dans les pays en transition (1); nouvelles recommandations et recommandations révisées en matière de facilitation du commerce (12); nouvelle économie et restructuration de l'industrie (1); publications sur la facilitation du commerce et le commerce électronique (2); recommandations visant à améliorer le financement et les procédures du commerce (2); rapports sur les activités de l'un des groupes consultatifs chargés des pratiques juridiques et commerciales (2); rapports sur le développement durable de la biomasse (2); rapports sur la gestion durable des entreprises du bois (2); développement du secteur des services dans les pays en transition (1); développement du financement des entreprises dans les pays en transition (1); développement de l'investissement étranger direct dans les pays en transition (1); documents d'information sur le commerce et l'investissement (4); recueil sur la facilitation du commerce (CD-ROM) (1); codes de la CEE s'appliquant au commerce électronique (publication sur l'Internet) (2); documents commerciaux en langage de balisage hypertexte extensible (XML) de la CEE (publication sur l'Internet) (2);

iii) Brochures, fiches d'information, affiches, dossiers d'information : brochures sur les activités du CEFACT à l'appui de l'utilisation du commerce électronique par les petites et moyennes entreprises et les pays en transition (2); brochures sur les activités du groupe de l'agriculture de la CEE pour promouvoir l'harmonisation au niveau international (2); brochures d'information sur les activités concernant le développement de l'industrie et de l'entreprise et les travaux des équipes de spécialistes (1); brochures d'information sur les travaux du Comité du développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise (2); sur la facilitation du commerce et EDIFACT (2); sur les activités et résultats des groupes de travail, notamment le Groupe de travail sur les projets de construction-exploitation-transfert, le Groupe consultatif de l'immobilier et le Groupe des droits de propriété intellectuelle (4); sur les travaux du Groupe de travail sur le développement de l'industrie et de l'entreprise relatifs à la restructuration de l'industrie et aux entreprises (2);

iv) Communiqués de presse, conférences de presse : communiqués de presse consacrés aux principaux faits nouveaux de la facilitation du commerce, de la promotion du commerce, de l'investissement et de l'entreprise, aux questions de normalisation et à la restructuration industrielle, et communiqués de presse sur des manifestations spéciales (32);

v) Supports techniques : développement de l'entreprise dans les pays en transition (CD-ROM) (2); publication sur l'Internet de documents et d'autres informations sur les activités relatives au sous-programme (1); versions révisées d'un manuel de formation en ligne et de documentation technique sur la facilitation du commerce, EDIFACT et le commerce électronique (publication imprimée et CD-ROM) (1);

vi) Séminaires à l'intention des usagers extérieurs : colloques sur les pratiques juridiques et commerciales internationales dans les pays en transition (2); sur les problèmes de normalisation et de réglementation (2); sur le développement durable du commerce de la biomasse (fonds extrabudgétaires) (2); sur les questions de développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise (2); réunion ministérielle de haut niveau sur le développement de l'industrie et de l'entreprise afin d'examiner la pleine intégration des pays en transition dans les économies européenne et mondiale (1); séminaire sur le développement du secteur des services dans les pays en transition (1); ateliers sur la logistique des ports faisant le commerce du bois (fonds extrabudgétaires) (4); ateliers sur le commerce et la gestion durable des forêts (fonds extrabudgétaires) (8);

c) Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires). Séminaire de promotion de la facilitation du commerce, du commerce électronique et des normes agricoles réunissant les cinq commissions régionales des Nations Unies (1); poursuite d'un projet d'échange d'informations entre les commissions régionales dans le domaine du commerce, du financement et de l'investissement; projet commun CEE/CNUCED dans le domaine du commerce électronique ou de la facilitation du commerce; séminaire et session de formation organisés avec les autres commissions régionales sur la facilitation du commerce et les stratégies de mise en oeuvre du commerce électronique et de ses normes; participation à des réunions de l'OMC concernant les obstacles techniques au commerce et à une réunion de l'OCDE sur le commerce électronique; réunions avec la CNUCED et le CCI dans le cadre de l'équipe spéciale de coordination intersecrétariats CEE/CNUCED/CCI; consultations avec le secrétariat de la Communauté d'États indépendants et les institutions connexes; coopération avec la CESAP en matière de développement de l'industrie et de l'entreprise en Asie centrale; consultation et liaison avec le Programme de l'OCDE et du Forum sur l'esprit d'entreprise et le développement des entreprises; avec l'Organisation de coopération économique de la mer Noire; avec le Forum économique de l'Europe du Sud-Est; avec le secrétariat de l'Initiative de l'Europe centrale et son groupe des petites et moyennes entreprises; avec l'Assemblée de la Communauté d'États indépendants; avec la BERD; coordination avec le PNUD et la Division des affaires économiques et sociales sur les questions relatives aux femmes et à l'entreprise; coordination avec la CNUDCI et participation à ses groupes de travail; liaison et consultation avec l'Union européenne, le Parc scientifique et le Centre d'innovation; les réseaux de femmes chefs d'entreprise dans les pays de la Communauté d'États indépendants et de l'Initiative de l'Europe centrale; la Chambre de commerce internationale sur des thèmes liés au développement de l'entreprise et à la promotion du commerce et de l'investissement; participation aux réunions de la Conférence italienne sur la propriété en Europe, du Marché international de l'immobilier, du Comité du Codex FAO/OMS sur les fruits et légumes frais, de la conférence annuelle de l'ISO, des organismes nationaux de normalisation dans la Communauté d'États indépendants, du Comité du commerce de l'OCDE, aux réunions de la Banque mondiale concernant la promotion de l'investissement; participation à des formations de l'UNITAR en matière de développement de l'entreprise en Asie centrale et à d'autres groupes exécutant des activités liées aux travaux du Groupe de travail sur le développement de l'industrie et de l'entreprise; missions d'appui au Comité technique No 154 de l'ISO sur les Processus, les éléments de données et les documents dans les domaines du commerce, de l'industrie et de l'administration; séminaire sur les

normes de qualité agricole de la CEE qui servent de base aux normes mises au point par la Commission du Codex Alimentarius FAO/OMS; séminaire sur l'Initiative méditerranéenne sur la facilitation du commerce et le commerce électronique avec la CESAO et la CEA;

d) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)

i) Services consultatifs : visites du Groupe consultatif sur la protection et la mise en oeuvre des droits de propriété intellectuelle pour l'investissement (4 visites) (principalement financées par des fonds extrabudgétaires); missions de conseil sur des questions liées au développement de l'industrie et de l'entreprise, le commerce et l'investissement, ou les pratiques juridiques et commerciales, à la demande de Gouvernements membres de la CEE (14 missions);

ii) Cours de formation, séminaires et ateliers : deux séminaires sur le développement des marchés immobiliers dans les pays en transition; six séminaires sur l'amélioration du financement du commerce et de l'investissement dans la Communauté d'États indépendants; deux séminaires sur le financement du commerce, axés plus particulièrement sur les pays en transition en général (principalement financés par le budget ordinaire); programmes de formation sur le commerce et la gestion durable du secteur forestier (2 programmes); atelier sur le commerce électronique; atelier sur le développement de l'entreprise.

Tableau 18.18

**Ressources nécessaires : sous-programme 6**

| | *Ressources (en milliers de dollars É.-U.)* | | *Postes* | |
|---|---|---|---|---|
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003 (avant réévaluation des coûts)* | *2000-2001* | *2002-2003* |
| Budget ordinaire | | | | |
| Postes | 4 871,1 | 4 871,1 | 28 | 28 |
| Autres rubriques | 215,6 | 139,2 | – | – |
| **Total** | **5 086,7** | **5 010,3** | **28** | **28** |
| Fonds extrabudgétaires | **869,9** | **917,7** | **1** | **1** |

18.46 La diminution au titre des Autres rubriques s'explique par le transfert des services de traitement informatique, de télécommunications, de stockage des données et d'autres services informatiques spécialisés à l'appui au programme, où la gestion de ces services est centralisée pour l'ensemble de la CEE.

## Sous-programme 7
## Foresterie

***Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 1 121 000 dollars***

18.47 Le programme de travail de ce sous-programme sera exécuté par la Division du commerce. Le programme de travail a été établi à partir du sous-programme 7 du programme 16 du plan à moyen terme pour la période 2002-2005.

Tableau 18.19

**Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées et indicateurs de succès**

**Objectif** : Parvenir dans les pays de la région à une gestion forestière réellement durable du point de vue économique, social et écologique, des massifs locaux aux espaces forestiers nationaux et à plus grande échelle, et suivre de près les progrès accomplis en la matière

| *Réalisations escomptées* | *Indicateurs de succès* |
|---|---|
| a) Enrichissement des données et des analyses relatives au secteur de la foresterie et des produits forestiers, notamment des indicateurs quantitatifs d'une gestion durable des forêts. | a) Bilan positif fait par le Groupe de travail mixte FAO/CEE de l'économie forestière et des statistiques des forêts sur les informations et les analyses fournies. |
| b) Échange de données plus étendu sur divers aspects du secteur forestier, notamment en ce qui concerne l'assistance dans le domaine de la foresterie et le renforcement des capacités dans les pays en transition, et mise en oeuvre d'une gestion durable des forêts. | b) Bilan positif fait par les participants aux ateliers et séminaires quant à la qualité des échanges de données d'expérience. |
| c) Meilleure compréhension du rôle des femmes dans le secteur du bois et de la foresterie. | c) Contribution du débat tenu au sein de la CEE à une meilleure compréhension du rôle des femmes dans le secteur du bois et de la foresterie. |

**Facteurs externes**

18.48 Le sous-programme devrait atteindre ses objectifs et réalisations escomptées à condition que : a) les autres organisations internationales fassent preuve d'une réelle volonté de coopérer; b) les informations nécessaires soient disponibles, notamment celles demandées aux pays concernés; et c) des ressources soient à la disposition des pays en transition.

**Produits**

18.49 Les produits et services ci-après seront fournis au cours de l'exercice biennal 2002-2003 :

a) Services fournis aux organes intergouvernementaux et aux groupes d'experts (budget ordinaire)

i) Services fonctionnels fournis à des réunions :

a. Comité du bois de la CEE : sessions annuelles (12);

b. Commission de la foresterie européenne de la FAO : session biennale (les programmes de travail de la Commission et du Comité du bois de la CEE sont intégrés) (8);

c. Groupe de travail mixte FAO/CEE de l'économie forestière et des statistiques des forêts : sessions biennales (5);

d. Comité mixte FAO/CEE/OIT de la technologie, de la gestion et de la formation forestières : sessions biennales (5);

ii) Documentation à l'intention des organes délibérants :

a. Comité du bois de la CEE : rapport annuel sur l'assistance apportée aux pays en transition dans le domaine de la foresterie (2); rapports annuels sur la contribution apportée au dialogue international sur les forêts (2); rapports annuels sur les tendances et perspectives des marchés des produits forestiers (2);

b. Commission de la foresterie européenne de la FAO : examen de l'état des forêts en Europe (1);

c. Groupe de travail mixte FAO/CEE de l'économie forestière et des statistiques des forêts : rapport sur les progrès accomplis et les méthodes du programme d'études sur les perspectives du secteur des forêts européennes (1); rapport sur les progrès accomplis et les méthodes d'évaluation des ressources forestières (1); examen des systèmes statistiques internationaux concernant le secteur forestier, notamment pour ce qui est de la coopération interinstitutions (1);

d. Comité mixte FAO/CEE/OIT de la technologie, de la gestion et de la formation forestières : rapport sur les activités de gestion des forêts (1); sur les activités relatives à la technologie des forêts (1); sur la formation en foresterie, notamment la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles et les aspects sociaux de la foresterie (1);

b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)

i) Publications en série : documents de travail sur le bois et les forêts réalisés à Genève sur des thèmes à identifier comme les marchés des produits forestiers homologués, les relations publiques, un aperçu du secteur forestier, l'évaluation des ressources forestières, les profils de pays, la situation de la foresterie en Europe, l'assistance aux pays en transition en matière de foresterie, le rôle des femmes dans la foresterie (20); *International Forest Fire News* (4 numéros); *Timber Bulletin* (statistiques, marchés, incendies de forêt) (12); *Annuaire du Comité du bois* (2 numéros);

ii) Publications isolées : rapport mis à jour sur des indicateurs quantitatifs de gestion durable des forêts pour la conférence ministérielle de Vienne (1);

iii) Communiqués de presse, conférences de presse : communiqués de presse sur certains produits (4);

iv) Supports techniques : base de données (sur CD-ROM) sur la production et le commerce de produits forestiers (1); maintenance et amélioration du site Web consacré au secteur (1);

v) Séminaires à l'intention des usagers extérieurs : séminaire ou colloque sur la promotion de l'utilisation rationnelle du bois, matière première renouvelable et respectueuse de l'environnement (1); séminaires sur la gestion des forêts, les techniques forestières et la formation des agents forestiers (3);

c) Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires). Contribution au Forum des Nations Unies sur les forêts; coopération avec la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe (Comité général de coordination, réunions d'experts, réunions spéciales, conférence ministérielle en 2002 ou 2003); participation aux activités du Groupe de travail intersecrétariats sur les statistiques forestières; participation aux réunions de coordination et séances de fond organisées avec le Département des forêts de la FAO (les programmes de travail du Comité du bois de la CEE et de la Commission de la foresterie européenne de la FAO sont intégrés);

d) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) : cours de formation, séminaires et ateliers : ateliers sur les questions ayant trait au secteur forestier et aux produits forestiers, notamment le renforcement des capacités et la commercialisation des produits forestiers.

Tableau 18.20

**Ressources nécessaires : sous-programme 7**

| | *Ressources (en milliers de dollars É.-U.)* | | *Postes* | |
|---|---|---|---|---|
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003 (avant réévaluation des coûts)* | *2000-2001* | *2002-2003* |
| Budget ordinaire | | | | |
| Postes | 1 076,4 | 1 076,4 | 6 | 6 |
| Autres rubriques | 57,4 | 44,6 | – | – |
| **Total** | **1 133,8** | **1 121,0** | **6** | **6** |
| Fonds extrabudgétaires | 154,8 | 175,2 | – | – |

18.50 La diminution au titre des autres rubriques s'explique par le transfert des services de traitement informatique, de télécommunications, de stockage des données et d'autres services informatiques spécialisés, à l'appui au programme, où la gestion de ces services est centralisée pour l'ensemble de la CEE.

## Sous-programme 8
## Établissements humains

***Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 475 200 dollars***

18.51 Ce sous-programme de travail sera exécuté par la Division de l'environnement et des établissements humains. Le programme de travail a été établi à partir du sous-programme 8 du programme 16 du plan à moyen terme pour la période 2002-2005.

Tableau 18.21

**Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées et indicateurs de succès**

**Objectif** : Améliorer la qualité de vie des établissements humains, favoriser la cohésion sociale et la sécurité de la collectivité et renforcer le processus de création de capacités dans les pays en transition

| *Réalisations escomptées* | *Indicateurs de succès* |
|---|---|
| a) Amélioration de la planification de l'utilisation des sols et de la revitalisation urbaine grâce à des partenariats entre le secteur public et le secteur privé. | a) Existence de partenariats publics/privés en matière de développement urbain, cités dans des études et signalés par le Réseau consultatif pour le logement et la gestion urbaine. |
| b) Évolution des systèmes de cadastre et d'immobilier et des droits de propriété dans les pays de la CEE. | b) Nombre de recommandations adoptées en matière d'amélioration des systèmes d'enregistrement des biens fonciers. |
| c) Meilleure prise de conscience des perspectives sexospécifiques dans la mise en oeuvre de la Stratégie de la CEE pour une qualité de vie durable. | c) Examen des questions de parité lors de la session annuelle du Comité des établissements humains, qui examine la réalisation des objectifs de la Stratégie. |

**Facteurs externes**

18.52 Le sous-programme devrait atteindre ses objectifs et réalisations escomptées à condition que : a) davantage de données statistiques et d'informations nationales soient disponibles, en ce qui concerne la situation concrète du développement des établissements humains et de la gestion foncière, en particulier en vue de l'établissement de profils nationaux du secteur du logement dans les pays en transition et la mise au point d'une base de données statistiques sur les établissements humains; b) des ressources financières suffisantes soient à la disposition des pays en transition; et c) la volonté politique et la configuration des institutions permettent de mettre en oeuvre les recommandations de la CEE.

**Produits**

18.53 Les produits et services ci-après seront fournis au cours de l'exercice biennal 2002-2003 :

a) Services fournis aux organes intergouvernementaux et aux groupes d'experts (budget ordinaire)

i) Services fonctionnels fournis à des réunions :

a. Comité des établissements humains : sessions annuelles (10); neuvième Conférence sur la recherche urbaine et régionale (6);

b. Groupe de travail de l'administration des biens fonciers : session biennale (4);

ii) Documentation à l'intention des organes délibérants :

a. Comité des établissements humains : documents d'information en vue des débats approfondis du Comité (2); programme de travail du Comité (2); documents de référence destinés à la neuvième Conférence sur la recherche urbaine et régionale (6); rapports sur la session annuelle du Comité des établissements humains (2); rapport de la neuvième Conférence (1); rapports sur d'autres points de l'ordre du jour si le Comité le demande (10);

b. Groupe de travail de l'administration des biens fonciers : document d'information en vue des débats approfondis du Groupe de travail (2); programme de travail du Groupe de travail (1); rapport du Groupe de travail (1); rapports sur d'autres points de l'ordre du jour si le Groupe de travail le demande (4).

b) Autres activités de fonds (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)

i) Publications en série : *Bulletin of Housing and Building Statistics for Europe and North America* (1); études du secteur du logement par pays (3);

ii) Publications isolées : *Human Settlements Trends in the ECE Region* (1);

iii) Brochures, fiches d'information, affiches, dossiers d'information. Brochures et fiches d'information sur les activités du Comité des établissements humains (5).

c) Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires). Participation au Groupe de travail de l'OCDE sur les politiques d'aménagement du territoire dans les zones urbaines; au Comité des politiques de développement territorial de l'OCDE; au Groupe d'experts du Conseil de l'Europe sur l'accès au logement; au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe; à la Commission des établissements humains de l'ONU; coopération et coordination avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et le PNUD.

d) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)

i) Services consultatifs : missions d'enquête et de conseil en vue de l'établissement des profils nationaux du secteur du logement (8 missions), de l'administration foncière (2 missions) et du logement et de la planification de l'occupation des sols (2 missions);

ii) Cours de formations, séminaires et ateliers : ateliers et séminaires sur le logement, l'administration foncière et la planification de l'occupation des sols (6).

Tableau 18.22

**Ressources nécessaires : sous-programme 8**

| | *Ressources (en milliers de dollars É.-U.)* | | *Postes* | |
|---|---|---|---|---|
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003 (avant réévaluation des coûts)* | *2000-2001* | *2002-2003* |
| Budget ordinaire | | | | |
| Postes | 455,1 | 455,1 | 3 | 3 |
| Autres rubriques | 26,0 | 20,1 | – | – |
| **Total** | **481,1** | **475,2** | **3** | **3** |
| Fonds extrabudgétaires | 179,7 | 193,2 | – | – |

18.54 La diminution au titre des autres rubriques s'explique par le transfert des services de traitement informatique, de télécommunications, de stockage des données et d'autres services informatiques spécialisés, à l'appui au programme, où la gestion de ces services est centralisée pour l'ensemble de la CEE.

## D. Appui au programme

***Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 4 809 800 dollars***

18.55 Les unités administratives chargées de l'appui au programme comprennent le Bureau exécutif, le Groupe des systèmes d'information et l'Unité de coordination des activités opérationnelles. Le Bureau exécutif fournit des services liés au budget et aux finances, à la gestion des ressources humaines, aux services généraux et aux services de conférence. Le Groupe des systèmes d'information fournit des services liés aux technologies de l'information et l'Unité de coordination assure la coordination générale des activités opérationnelles entreprises par la CEE, auxquelles elle fournit par ailleurs un appui.

**Produits**

18.56 Pendant l'exercice 2000-2001, les produits et services suivants seront fournis :

a) Planification des programmes, budget et finances

i) Établissement des budgets-programmes pour les exercices biennaux et des rapports sur leur exécution, en liaison avec le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité;

ii) Contrôle financier et certification de tous les comptes relevant de la CEE, en coopération avec le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité et avec le Service de gestion des ressources financières de l'Office des Nations Unies à Genève;

iii) Gestion des activités de coopération technique et des fonds extrabudgétaires de la CEE y compris des services consultatifs régionaux fournis au titre du chapitre 21 (Programme ordinaire de coopération technique);

b) Gestion des ressources humaines

i) Administration du personnel de la CEE, y compris le recrutement et le placement des fonctionnaires et l'organisation des carrières, en coordination avec le Service du personnel de l'Office des Nations Unies à Genève et avec le Bureau de la gestion des ressources humaines du Siège;

ii) Recensement des besoins en formation du personnel, des activités de perfectionnement et de formation sur place en matière d'informatique et organisation de cours appropriés, en coopération avec le Service de la formation et du développement du personnel de l'Office des Nations Unies à Genève;

iii) Relations entre l'administration et le personnel, dans le cadre de l'Assemblée sectorielle de la CEE et des représentants élus du personnel;

c) Services généraux et techniques

i) Orientation de la politique de la CEE relative aux technologies de l'information et élaboration de plans d'acquisition; planification et coordination des ressources informatiques et télématiques; collaboration avec les prestataires de service et supervision, suivi et contrôle des activités liées aux technologies de l'information qui sont sous-traitées;

ii) Administration des projets; création de ressources et prestation de service concernant les technologies de l'information (mise au point d'applications informatiques pour Internet/Intranet et de logiciels de travail en groupe) à l'intention des divisions de la CEE qui s'occupent des programmes de fond;

iii) Acquisition de matériel informatique et autres matériels, ainsi que de mobilier, de fournitures et d'accessoires; et, pour la CEE, traitement et suivi des communications, de la correspondance et des voyages du personnel; gestion des locaux à usage de bureau et tenue des archives et des dossiers;

iv) Exécution et coordination des activités relevant du SIG menées à la CEE;

d) Services de conférence

i) Établissement et administration du programme des séances et de la documentation de la CEE, gestion des installations correspondantes et fourniture des services nécessaires, en étroite coordination avec le service de conférence de Genève; organisation des réunions de la CEE tenues en dehors de Genève à l'intention des gouvernements des pays membres et des réunions informelles tenues en dehors de Genève dans le cadre des ateliers organisés par la CEE à l'intention des pays en transition;

ii) Préparation et organisation des sessions annuelles et des réunions informelles trimestrielles de la CEE et préparation de la documentation et fourniture des services correspondants;

iii) Établissement et administration du programme de publications;

e) Unité de coordination des activités opérationnelles

i) Fourniture d'un aperçu d'ensemble des activités opérationnelles de la CEE à cette dernière;

ii) Appui aux activités opérationnelles entreprises par les divisions de la CEE, notamment par les conseillers généraux, et coordination de ces activités;

iii) Réponse aux demandes de formation et de conseils techniques relative aux questions nationales et internationales relevant du mandat de la CEE, formulées par les États membres et des groupes de pays (constitués dans le cadre d'initiatives, de groupements et de programmes sous-régionaux);

iv) Élaboration d'activités menées conjointement par la CEE avec des fonds et programmes des Nations Unies et d'autres organismes opérant dans la région, notamment à l'occasion de bilans communs de pays et de l'établissement de plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement.

Tableau 18.23

**Ressources nécessaires : appui au programme**

| | *Ressources (en milliers de dollars É.-U.)* | | *Postes* | |
|---|---|---|---|---|
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003 (avant réévaluation des coûts)* | *2000-2001* | *2002-2003* |
| Budget ordinaire | | | | |
| Postes | 2 813,6 | 2 813,6 | 17 | 17 |
| Autres rubriques | 890,2 | 1 996,2 | – | – |
| **Total** | **3 703,8** | **4 809,8** | **17** | **17** |
| Fonds extrabudgétaires | 1 841,5 | 1 602,9 | 2 | 2 |

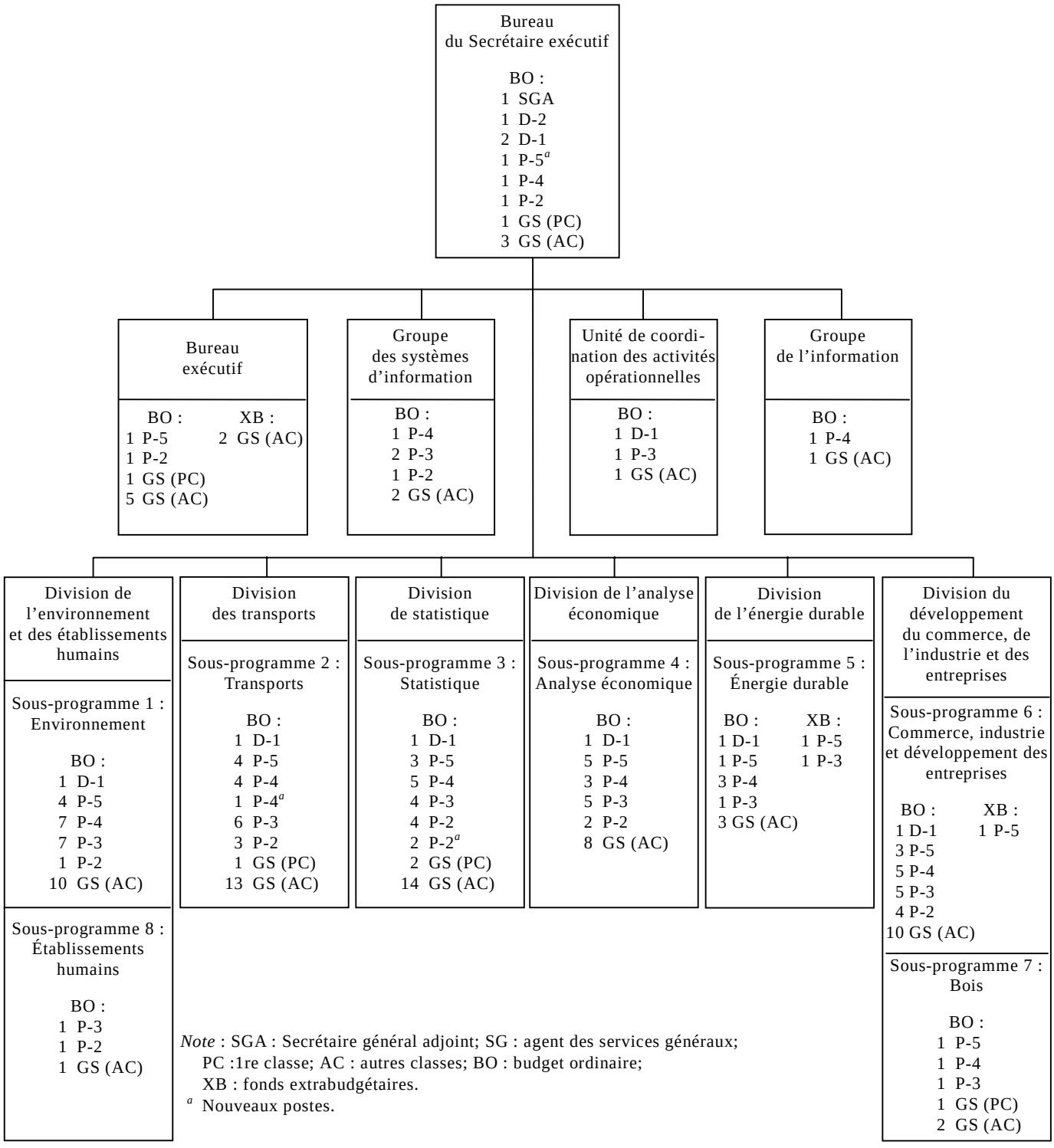
18.57 L'augmentation des ressources à la rubrique Autres rubriques s'explique par : a) la réaffectation à l'appui au programme des ressources qui sont allouées aux services informatiques, de télécommunication, de stockage des données et autres services spécialisés liés aux technologies de l'information et qui étaient auparavant comptabilisées dans d'autres sous-programmes (693 000 dollars); b) l'augmentation des ressources nécessaires pour renforcer l'infrastructure de la CEE permettant d'exploiter les technologies de l'information (430 200 dollars); et c) la diminution des coûts des services contractuels de maintenance et de perfectionnement des logiciels (17 200 dollars).

Tableau 18.24

**État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations pertinentes formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires**

| *Résumé de la recommandation* | *Suite donnée à la recommandation* |
|---|---|
| **Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires** | |
| Le Comité a demandé des informations sur le degré d'utilisation de la vidéoconférence et sur les économies et gains de productivité qui en résultent (par. I.36). | La vidéoconférence est surtout utilisée lors des réunions tenues au Siège de l'ONU. Elle a peut-être permis de réaliser des économies mais il est difficile de savoir si elle a entraîné des gains de productivité. Il s'agit là d'un mode de communication qui doit encore être amélioré pour être véritablement efficace. |
| Le Comité a recommandé que des informations soient fournies concernant la mesure dans laquelle le SIG est utilisé par les directeurs de programme pour gérer les activités qui relèvent de leurs attributions (par. VIII.47). | Le SIG est utilisé par le Bureau exécutif aux fins de l'administration du personnel et de contrôles budgétaires et financiers, notamment d'activités de certification. |
| Le Comité a estimé que des mesures devaient être prises pour s'assurer qu'une fois installé, le SIG serait géré de façon satisfaisante dans toutes les commissions régionales (par. V.12). | Le SIG a été installé à l'Office des Nations Unies à Genève, qui fournit des services administratifs à la CEE, et il est géré de façon satisfaisante. |

## Commission économique pour l'Europe
## Organigramme et répartition des postes proposés pour l'exercice biennal 2002-2003




*Note* : SGA : Secrétaire général adjoint; SG : agent des services généraux; PC :1re classe; AC : autres classes; BO : budget ordinaire; XB : fonds extrabudgétaires.

[a] Nouveaux postes.

# Annexe

## Montant indicatif des ressources nécessaires Développement économique en Europe

Tableau A.18.1

**Prévisions de dépenses, par grande rubrique et par source de financement**

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

| *Rubrique* | *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Crédits ouverts* | *Augmentation* | | *Total avant réévaluation des coûts* | *Réévaluation des coûts* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Montant* | *Pourcentage* | | | |
| Directeur exécutif et administration | 3 457,9 | 2 637,9 | 215,8 | 8,1 | 2 853,7 | 40,1 | 2 893,8 |
| Programme de travail | 35 338,2 | 31 072,9 | (856,1) | (2,7) | 30 216,8 | 374,7 | 30 591,5 |
| Appui au programme | 3 749,1 | 3 703,8 | 1 106,0 | 29,8 | 4 809,8 | 56,2 | 4 866,0 |
| **Total (1)** | **42 545,2** | **37 414,6** | **465,7** | **1,2** | **37 880,3** | **471,0** | **38 351,3** |

2) *Fonds extrabudgétaires*

| *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Dépenses estimatives* | *Provenance des fonds* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|
| | | a) Services d'appui à : | |
| – | – | i) Des organismes des Nations Unies | – |
| 327,2 | 625,4 | ii) Des activités extrabudgétaires | 665,0 |
| | | b) Activités de fond | |
| 30,6 | 71,4 | Fonds d'affectation spéciale pour la réunion régionale de la CEE préparatoire à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes | 45,2 |
| 365,5 | 576,3 | Fonds d'affectation spéciale pour le financement des examens des résultats obtenus en matière d'environnement et du processus « Un environnement pour l'Europe » | 130,4 |
| 50,7 | 44,3 | Sous-compte du Fonds d'affectation spéciale pour le financement de l'application de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance relatif aux sources mobiles | 44,3 |
| 3 749,2 | 3 862,5 | Fonds d'affectation spéciale pour le financement de l'application de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance | 3 862,5 |

| | *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Dépenses estimatives* | *Provenance des fonds* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|---|
| | | | Sous-compte du Fonds d'affectation spéciale pour le financement de l'application de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière | |
| | 577,7 | 473,8 | à longue distance relatif aux forêts | 515,0 |
| | 203,5 | 389,9 | Fonds d'affectation spéciale « Rendement énergétique 2000 » | 389,9 |
| | – | 56,7 | Fonds d'affectation spéciale pour l'appui aux conférences et réunions régionales de la CEE, y compris les réunions préparatoires à des conférences mondiales | – |
| | 22,7 | 37,3 | Fonds d'affectation spéciale pour les applications de la télématique à l'administration, au commerce et aux transports | 37,3 |
| | 36,0 | 154,8 | Fonds d'affectation spéciale pour l'étude de la CEE sur les tendances et perspectives à long terme du bois | 175,2 |
| | 105,4 | 179,7 | Fonds d'affectation spéciale pour les établissements humains | 193,2 |
| | 664,3 | 1 159,4 | Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance aux pays en transition | 937,9 |
| | | | c) Projets opérationnels | |
| | 1 440,5 | 402,9 | FNUAP | 256,6 |
| | 812,0 | 458,2 | PNUD | 217,6 |
| | 2 838,7 | 5 213,9 | Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique | 4 467,3 |
| **Total (2)** | **11 224,0** | **13 706,5** | | **11 937,4** |
| **Total [(1) + (2)]** | **53 769,2** | **51 121,1** | | **50 288,7** |

Tableau A.18.2

## Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

### 1) *Budget ordinaire*

| *Objet de dépense* | *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Crédits ouverts* | *Augmentation* | | *Total avant réévaluation des coûts* | *Réévaluation des coûts* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Montant* | *Pourcentage* | | | |
| Postes | 39 281,1 | 34 525,2 | 199,9 | 0,5 | 34 725,1 | 413,5 | 35 138,6 |
| Autres dépenses de personnel | 170,7 | 280,4 | (113,2) | (40,3) | 167,2 | 1,9 | 169,1 |
| Consultants et experts | 370,0 | 339,2 | – | – | 339,2 | 3,6 | 342,8 |
| Voyages | 617,9 | 590,9 | – | – | 590,9 | 32,4 | 623,3 |
| Services contractuels | 199,3 | 349,0 | (51,2) | (14,6) | 297,8 | 3,1 | 300,9 |
| Frais généraux de fonctionnement | 76,5 | 108,9 | – | – | 108,9 | 0,9 | 109,8 |
| Dépenses de représentation | 15,4 | 13,6 | – | – | 13,6 | 0,1 | 13,7 |
| Fournitures et accessoires | 86,5 | 117,5 | – | – | 117,5 | 1,1 | 118,6 |
| Mobilier et matériel | 440,7 | 396,9 | – | – | 396,9 | 3,7 | 400,6 |
| Subventions et contributions | 1 287,1 | 693,0 | 430,2 | 62,0 | 1 123,2 | 10,7 | 1 133,9 |
| **Total (1)** | **42 545,2** | **37 414,6** | **465,7** | **1,2** | **37 880,3** | **471,0** | **38 351,3** |

### 2) *Fonds extrabudgétaires*

| *Objet de dépense* | *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Dépenses estimatives* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|
| Postes | 1 415,0 | 1 042,2 | 1 063,8 |
| Autres dépenses de personnel | 1 490,0 | 1 954,9 | 2 124,7 |
| Consultants et experts | 710,7 | 1 597,6 | 976,0 |
| Voyages | 633,8 | 1 016,1 | 684,0 |
| Services contractuels | 405,3 | 976,1 | 621,0 |
| Frais généraux de fonctionnement | 125,1 | 310,4 | 211,5 |
| Fournitures et accessoires | – | 13,1 | 8,1 |
| Mobilier et matériel | 135,0 | 282,4 | 166,0 |
| Subventions et contributions | 5 574,3 | 5 552,5 | 5 245,0 |
| Dépenses diverses | 734,8 | 961,2 | 837,3 |
| **Total (2)** | **11 224,0** | **13 706,5** | **11 937,4** |
| **Total [(1) + (2)]** | **53 769,2** | **51 121,1** | **50 288,7** |

Tableau A.18.3

**Postes nécessaires**

| | *Postes permanents inscrits au budget ordinaire* | | *Postes temporaires* | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Budget ordinaire* | | *Fonds extrabudgétaires* | | *Total* | |
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* |
| **Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur** | | | | | | | | |
| SGA | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 | 1 |
| D-2 | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 | 1 |
| D-1 | 9 | 9 | – | – | – | – | 9 | 9 |
| P-5 | 22 | 23 | – | – | 2 | 2 | 24 | 25 |
| P-4/3 | 64 | 65 | – | – | 1 | 1 | 65 | 66 |
| P-2/1 | 18 | 20 | – | – | – | – | 18 | 20 |
| **Total partiel** | **115** | **119** | **–** | **–** | **3** | **3** | **118** | **122** |
| **Agents des services généraux** | | | | | | | | |
| 1re classe | 6 | 6 | – | – | – | – | 6 | 6 |
| Autres classes | 75 | 73 | – | – | 2 | 2 | 77 | 75 |
| **Total partiel** | **81** | **79** | **–** | **–** | **2** | **2** | **83** | **81** |
| **Total général** | **196** | **198** | **–** | **–** | **5** | **5** | **201** | **203** |

## Direction exécutive et administration

Tableau A.18.4

**Ressources nécessaires par objet de dépense et par source de financement**

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

| | *1998-1999* | | *Augmentation* | | *Total avant* | *Rééva-* | *2002-2003* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Objet de dépense* | *Dépenses effectives* | *2000-2001 Crédits ouverts* | *Montant* | *Pour-centage* | *réévaluation des coûts* | *luation des coûts* | *Dépenses prévues* |
| Postes | 3 063,9 | 2 325,3 | 225,1 | 9,6 | 2 550,4 | 29,5 | 2 579,9 |
| Consultants et experts | 86,1 | 73,5 | – | – | 73,5 | 1,0 | 74,5 |
| Voyages | 249,3 | 162,3 | – | – | 162,3 | 8,8 | 171,1 |
| Services contractuels | 43,2 | 63,2 | (9,3) | (14,7) | 53,9 | 0,7 | 54,6 |
| Dépenses de représentation | 15,4 | 13,6 | – | – | 13,6 | 0,1 | 13,7 |
| **Total (1)** | **3 457,9** | **2 637,9** | **215,8** | **8,1** | **2 853,7** | **40,1** | **2 893,8** |

2) *Fonds extrabudgétaires*

| *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Dépenses estimatives* | *Provenance des fonds* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|
| | | a) Services d'appui à : | |
| – | – | i) Des organismes des Nations Unies | – |
| – | – | ii) Des activités extrabudgétaires | – |
| | | b) Activités de fond | |
| | | Fonds d'affectation spéciale pour la réunion régionale de la CEE préparatoire à la quatrième Conférence | |
| 30,6 | 71,4 | mondiale sur les femmes | 45,2 |
| **30,6** | **71,4** | **Total (2)** | **45,2** |
| **3 488,5** | **2 709,3** | **Total [(1) + (2)]** | **2 939,0** |

Tableau A.18.5

**Postes nécessaires**

| | *Postes permanents inscrits au budget ordinaire* | | *Postes temporaires* | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Budget ordinaire* | | *Fonds extrabudgétaires* | | *Total* | |
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* |
| **Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur** | | | | | | | | |
| SGA | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 | 1 |
| D-2 | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 | 1 |
| D-1 | 2 | 2 | – | – | – | – | 2 | 2 |
| P-5 | – | 1 | – | – | – | – | – | 1 |
| P-4/3 | 2 | 2 | – | – | – | – | 2 | 2 |
| P-2/1 | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 | 1 |
| **Total partiel** | **7** | **8** | **–** | **–** | **–** | **–** | **7** | **8** |
| **Agents des services généraux** | | | | | | | | |
| 1re classe | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 | 1 |
| Autres classes | 4 | 4 | – | – | – | – | 4 | 4 |
| **Total partiel** | **5** | **5** | **–** | **–** | **–** | **–** | **5** | **5** |
| **Total général** | **12** | **13** | **–** | **–** | **–** | **–** | **12** | **13** |

**Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts)**

*Postes*

A.18.1 Le montant demandé (2 550 400 dollars), en augmentation de 225 100 dollars, permettra de financer les postes indiqués au tableau A.18.5. L'augmentation s'explique par :

a) La création d'un poste P-5, qui doit permettre de promouvoir et d'appuyer la prise en compte des sexospécificités dans le programme de travail de la CEE et de répondre à la demande croissante faite à la Commission de contribuer à l'organisation des manifestations et conférences mondiales;

b) L'effet différé de la création d'un poste P-4 au cours de l'exercice biennal 2000-2001.

*Consultants et experts*

A.18.2 Le montant prévu (73 500 dollars), inchangé, servira à financer les services de consultant nécessaires à la Commission pour fournir des informations sur support électronique et sur support papier ainsi que les services d'expert dont le Bureau du Secrétaire exécutif a besoin pour établir des documents de fond et organiser des activités liées à des activités intersectorielles ne relevant pas de sous-programmes ou qui ne sont pas financées au titre de sous-programmes.

*Voyages*

A.18.3 Le montant demandé (162 300 dollars), inchangé, servira à financer les voyages que la Secrétaire exécutive et le personnel de son bureau, notamment le Secrétaire exécutif adjoint, effectueront pour consulter des gouvernements, participer à des réunions intergouvernementales, se maintenir en contact avec d'autres organisations internationales, multilatérales et sous-régionales, mener des consultations au Siège et se concerter avec d'autres entités de l'ONU. Il servira aussi à financer les voyages que le Secrétaire exécutif effectuera pour accompagner le Secrétaire général ou le représenter, si la demande lui en est faite.

*Services contractuels*

A.18.4 Le montant prévu (53 900 dollars), en diminution de 9 300 dollars, servira à financer les services rendus par des entreprises extérieures aux fins, notamment, de la traduction, de l'impression, du brochage et de la conception de la couverture de publications spécialisées demandées par les organes de la CEE et de brochures publiées dans des langues autres que les langues officielles de l'ONU, en particulier celles qui sont parlées dans les pays en transition; de la conception et de l'élaboration de CD-ROM sur les activités de la CEE non réalisables sur place; de la production de matériaux visuels destinés à faire connaître les travaux et les activités de la CEE dans le cadre de conférences, d'expositions et de réunions; et de la production éventuelle d'un film sur les manifestations et activités organisées par la Commission à Genève et à l'extérieur, notamment dans les pays en transition.

*Dépenses de représentation*

A.18.5 Le montant demandé pour la CEE dans son ensemble (13 600 dollars), inchangé, servira à financer les réceptions organisées à l'occasion de grandes réunions ainsi que les dépenses engagées pour accueillir les représentants des États membres et d'organisations internationales.

## Programme de travail

Tableau A.18.6

**Ressources nécessaires, par sous-programme et par source de financement**

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

| *Sous-programme* | *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Crédits ouverts* | *Augmentation* | | *Total avant réévaluation des coûts* | *Réévaluation des coûts* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Montant* | *Pourcentage* | | | |
| 1. Environnement | 6 358,6 | 5 626,9 | (58,9) | (1,0) | 5 568,0 | 70,7 | 5 638,7 |
| 2. Transport | 6 503,8 | 5 945,9 | (78,5) | (1,3) | 5 867,4 | 71,6 | 5 939,0 |
| 3. Statistique | 7 209,0 | 6 533,3 | (659,3) | (10,0) | 5 874,0 | 71,0 | 5 945,0 |
| 4. Analyse économique | 5 157,8 | 4 466,4 | 53,2 | 1,1 | 4 519,6 | 55,2 | 4 574,8 |
| 5. Énergie durable | 2 262,7 | 1 798,8 | (17,5) | (0,9) | 1 781,3 | 22,9 | 1 804,2 |
| 6. Développement du commerce, de l'industrie et des entreprises | 3 367,0 | 5 086,7 | (76,4) | (1,5) | 5 010,3 | 62,2 | 5 072,5 |
| 7. Bois | 1 277,0 | 1 133,8 | (12,8) | (1,1) | 1 121,0 | 15,1 | 1 136,1 |
| 8. Établissements humains | 692,6 | 481,1 | (5,9) | (1,2) | 475,2 | 6,0 | 481,2 |
| Ancien sous-programme 4 (Facilitation du commerce) | 2 509,7 | – | – | – | – | – | – |
| **Total (1)** | **35 338,2** | **31 072,9** | **(856,1)** | **(2,7)** | **30 216,8** | **374,7** | **30 591,5** |

2) *Fonds extrabudgétaires*

| *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Dépenses estimatives* | *Provenance des fonds* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|
| | | a) Services d'appui à : | |
| – | – | i) Des organismes des Nations Unies | – |
| – | – | ii) Des activités extrabudgétaires | – |
| | | b) Activités de fond | |
| 365,5 | 576,3 | Fonds d'affectation spéciale pour le financement des examens des résultats obtenus en matière d'environnement et du processus « Un environnement pour l'Europe » | 130,4 |
| 50,7 | 44,3 | Sous-compte du Fonds d'affectation spéciale pour le financement de l'application de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance relatif aux sources mobiles | 44,3 |
| 3 749,2 | 3 862,5 | Fonds d'affectation spéciale pour le financement de l'application de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance | 3 862,5 |
| 577,7 | 473,8 | Sous-compte du Fonds d'affectation spéciale pour le financement de l'application de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance relatif aux forêts | 515,0 |

| | *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Dépenses estimatives* | *Provenance des fonds* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|---|
| | | | Fonds d'affectation spéciale | |
| | 203,5 | 389,9 | « Rendement énergétique 2000 » | 389,9 |
| | | | Fonds d'affectation spéciale pour l'appui aux conférences et réunions régionales de la CEE, notamment les réunions préparatoires aux conférences | |
| | – | – | mondiale | – |
| | | | Fonds d'affectation spéciale pour les applications de la télématique à l'administration, au commerce et aux | |
| | 22,7 | 37,3 | transports | 37,3 |
| | | | Fonds d'affectation spéciale pour l'étude de la CEE sur les tendances et | |
| | 36,0 | 154,8 | perspectives à long terme du bois | 175,2 |
| | | | Fonds d'affectation spéciale pour les | |
| | 105,4 | 179,7 | établissements humains | 193,2 |
| | | | c) Projets opérationnels | |
| | 1 440,5 | 402,9 | FNUAP | 256,6 |
| | 812,0 | 458,2 | PNUD | 217,6 |
| | | | Fonds d'affectation spéciale pour la | |
| | 2 838,7 | 5 213,9 | coopération technique | 4 467,3 |
| **Total (2)** | **10 201,9** | **11 793,6** | | **10 289,3** |
| **Total [(1) + (2)]** | **45 540,1** | **42 866,5** | | **40 880,8** |

Tableau A.18.7

**Postes nécessaires**

| | *Postes permanents inscrits au budget ordinaire* | | *Postes temporaires* | | | | *Total* | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Budget ordinaire* | | *Fonds extrabudgétaires* | | | |
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* |
| **Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur** | | | | | | | | |
| D-1 | 6 | 6 | – | – | – | – | 6 | 6 |
| P-5 | 21 | 21 | – | – | 2 | 2 | 23 | 23 |
| P-4/3 | 58 | 59 | – | – | 1 | 1 | 59 | 60 |
| P-2/1 | 15 | 17 | – | – | – | – | 15 | 17 |
| **Total partiel** | **100** | **103** | **–** | **–** | **3** | **3** | **103** | **106** |
| **Agents des services généraux** | | | | | | | | |
| 1re classe | 4 | 4 | – | – | – | – | 4 | 4 |
| Autres classes | 63 | 61 | – | – | – | – | 63 | 61 |
| **Total partiel** | **67** | **65** | **–** | **–** | **–** | **–** | **67** | **65** |
| **Total général** | **167** | **168** | **–** | **–** | **3** | **3** | **170** | **171** |

Tableau A.18.8

**Répartition des ressources en pourcentage, par sous-programme**

| *Sous-programme* | *Budget ordinaire* | *Fonds extrabudgétaires* |
|---|---|---|
| 1. Environnement | 18,4 | 45,4 |
| 2. Transport | 19,4 | 17,8 |
| 3. Statistique | 19,4 | 2,1 |
| 4. Analyse économique | 15,0 | 3,7 |
| 5. Énergie durable | 5,9 | 18,5 |
| 6. Développement du commerce, de l'industrie et des entreprises | 16,6 | 8,9 |
| 7. Bois | 3,7 | 1,7 |
| 8. Établissements humains | 1,6 | 1,9 |
| **Total** | **100,0** | **100,0** |

## Sous-programme 1
## Environnement

Tableau A.18.9

**Prévisions de dépenses, par objet de dépense et par source de financement**

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

| *Objet de dépense* | *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Crédits ouverts* | *Augmentation* | | *Total avant réévaluation des coûts* | *Réévaluation des coûts* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Montant* | *Pourcentage* | | | |
| Postes | 6 184,0 | 5 466,1 | – | – | 5 466,1 | 66,7 | 5 532,8 |
| Consultants et experts | 40,7 | 31,2 | – | – | 31,2 | 0,1 | 31,3 |
| Voyages | 75,7 | 70,7 | – | – | 70,7 | 3,9 | 74,6 |
| Services contractuels | 0,7 | – | – | – | – | – | – |
| Subventions et contributions | 57,5 | 58,9 | (58,9) | (100,0) | – | – | – |
| **Total (1)** | **6 358,6** | **5 626,9** | **(58,9)** | **(1,0)** | **5 568,0** | **70,7** | **5 638,7** |

2) *Fonds extrabudgétaires*

| | *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Dépenses estimatives* | *Provenance des fonds* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|---|
| | | | a) Services d'appui à : | |
| | | | i) Des organismes des Nations Unies | |
| | | | ii) Des activités extrabudgétaires | |
| | | | b) Activités de fond | |
| | | | Fonds d'affectation spéciale pour les études de performance environnementale et du processus | |
| | 365,5 | 576,3 | « Un environnement pour l'Europe » | 130,4 |
| | | | Sous-compte des sources mobiles du Fonds d'affectation spéciale pour le financement de l'application de la Convention sur la pollution | |
| | 50,7 | 44,3 | transfrontière à longue distance | 44,3 |
| | | | Fonds d'affectation spéciale pour le financement de l'application de l'application de la Convention sur la pollution transfrontière à longue | |
| | 3 749,2 | 3 862,5 | distance | 3 862,5 |
| | | | Sous-compte des forêts du Fonds d'affectation spéciale pour le financement de l'application de la Convention sur la pollution | |
| | 577,7 | 473,8 | transfrontière à longue distance | 515,0 |
| | | | c) Projets opérationnels | |
| | | | Fonds d'affectation spéciale pour la | |
| | – | 234,7 | coopération technique | 117,0 |
| **Total (2)** | **4 743,1** | **5 191,6** | | **4 669,2** |
| **Total [(1) + (2)]** | **11 101,7** | **10 818,5** | | **10 307,9** |

Tableau A.18.10

**Postes nécessaires**

| | *Postes permanents inscrits au budget ordinaire* | | *Postes temporaires* | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Budget ordinaire* | | *Fonds extrabudgétaires* | | *Total* | |
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* |
| **Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur** | | | | | | | | |
| D-1 | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 | 1 |
| P-5 | 4 | 4 | – | – | – | – | 4 | 4 |
| P-4/3 | 14 | 14 | – | – | – | – | 14 | 14 |
| P-2/1 | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 | 1 |
| **Total partiel** | **20** | **20** | **–** | **–** | **–** | **–** | **20** | **20** |
| **Agents des services généraux** | | | | | | | | |
| 1re classe | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Autres classes | 10 | 10 | – | – | – | – | 10 | 10 |
| **Total partiel** | **10** | **10** | **–** | **–** | **–** | **–** | **10** | **10** |
| **Total général** | **30** | **30** | **–** | **–** | **–** | **–** | **30** | **30** |

## Ressources nécessaires (aux taux courants)

*Postes*

A.18.6 Le montant nécessaire (5 466 100 dollars, inchangé) permettra de financer les postes inscrits au tableau A.18.10.

*Consultants et experts*

A.18.7 Le montant nécessaire (31 200 dollars, inchangé) doit permettre de financer des services spécialisés en vue de la préparation de la documentation à l'intention des organes délibérants et de la facilitation de la mise en oeuvre des conventions sur l'environnement et des projets entrepris dans le cadre du programme « Un environnement pour l'Europe ».

*Voyages*

A.18.8 Le montant estimatif (70 700 dollars, inchangé) permettra de financer les services à fournir aux ateliers et séminaires consacrés aux activités entreprises en faveur de l'environnement dans la région de la CEE, les consultations et la participation du personnel du secrétariat aux réunions et aux conférences et colloques internationaux organisés par les gouvernements et les organisations internationales sur des questions se rapportant au programme de travail.

*Subventions et contributions*

A.18.9 Une réduction de 58 900 dollars est due au redéploiement des ressources prévues pour le traitement informatique, les télécommunications, le stockage des données et d'autres activités informatiques spécialisées à l'appui au programme, où elles seront gérées centralement.

## Sous-programme 2
## Transport

Tableau A.18.11

**Prévisions de dépenses, par objet de dépense et par source de financement**

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

| *Objet de dépense* | *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Crédits ouverts* | *Augmentation* | | *Total avant réévaluation des coûts* | *Réévaluation des coûts* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Montant* | *Pourcentage* | | | |
| Postes | 6 292,3 | 5 534,2 | 113,2 | 2,0 | 5 647,4 | 66,4 | 5 713,8 |
| Autres dépenses de personnel | – | 128,0 | (113,2) | (88,4) | 14,8 | 0,4 | 15,2 |
| Consultants et experts | 39,5 | 52,2 | – | – | 52,2 | 0,6 | 52,8 |
| Voyages | 52,1 | 61,4 | – | – | 61,4 | 3,3 | 64,7 |
| Services contractuels | 40,8 | 107,3 | (15,7) | (14,6) | 91,6 | 0,9 | 92,5 |
| Subventions et contributions | 79,1 | 62,8 | (62,8) | (100,0) | – | – | – |
| **Total (1)** | **6 503,8** | **5 945,9** | **(78,5)** | **(1,3)** | **5 867,4** | **71,6** | **5 939,0** |

2) *Fonds extrabudgétaires*

| *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Dépenses estimatives* | *Provenance des fonds* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|
| | | a) Services d'appui à : | |
| – | – | i) Des organismes des Nations Unies | – |
| – | – | ii) Des activités extrabudgétaires | – |
| – | – | b) Activités de fond | – |
| | | c) Projets opérationnels | |
| 798,4 | 1 663,5 | Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique | 1 834,0 |
| **798,4** | **1 663,5** | | **1 834,0** |
| **7 302,2** | **7 609,4** | | **7 773,0** |

Tableau A.18.12

**Postes nécessaires**

| | *Postes permanents inscrits au budget ordinaire* | | *Postes temporaires* | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Budget ordinaire* | | *Fonds extrabudgétaires* | | *Total* | |
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* |
| **Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur** | | | | | | | | |
| D-1 | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 | 1 |
| P-5 | 4 | 4 | – | – | – | – | 4 | 4 |
| P-4/3 | 10 | 11 | – | – | – | – | 10 | 11 |
| P-2/1 | 3 | 3 | _ | _ | _ | _ | 3 | 3 |
| **Total partiel** | **18** | **19** | _ | _ | _ | _ | **18** | **19** |
| **Agents des services généraux** | | | | | | | | |
| 1re classe | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 | 1 |
| Autres classes | 13 | 13 | _ | _ | _ | _ | 13 | 13 |
| **Total partiel** | **14** | **14** | _ | _ | _ | _ | **14** | **14** |
| **Total général** | **32** | **33** | _ | _ | _ | _ | **32** | **33** |

**Ressources nécessaires (aux taux courants)**

*Postes*

A.18.10 Le montant nécessaire (5 647 400 dollars, compte tenu d'une augmentation de 113 200 dollars) permettra de financer les postes inscrits au tableau A.18.12. L'augmentation est due à la création d'un nouveau poste P-4 pour renforcer les services fournis au Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses et du Système harmonisé à l'échelle mondiale de classement et d'étiquetage des produits chimiques et de ses sous-comités. On se souviendra que le Comité et ses sous-comités avaient été créés par le Conseil économique et social dans sa résolution 1999/65 du 26 octobre 1999. Par la suite, à sa cinquante-quatrième session, l'Assemblée générale a ouvert un crédit de 149 800 dollars pour que la CEE dispose de personnel temporaire pour les activités supplémentaires découlant de la résolution 1999/65 du Conseil.

*Autres dépenses de personnel*

A.18.11 Un montant de 14 800 dollars, qui fait apparaître une réduction de 113 200 dollars, permettra de financer le personnel temporaire (autre que pour les réunions) nécessaire pour la préparation et le déroulement, en 2002, des sessions du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses et du Système harmonisé à l'échelle mondiale de classement et d'étiquetage des produits chimiques et de ses sous-comités. La réduction est due à la réduction des besoins résultant de la création du poste P-4 mentionné ci-dessus.

*Consultants et experts*

A.18.12 Le montant nécessaire (52 200 dollars, inchangé) permettra de financer des services spécialisés qui ne sont pas disponibles au sein du secrétariat pour aider à préparer la documentation et à élaborer et mettre en oeuvre les instruments juridiques de la CEE dans le domaine des transports, à informatiser les règles de la CEE figurant en annexe à l'Accord de 1958 sur la construction des véhicules à moteur, à préparer des cartes électroniques des réseaux de transports routiers, ferroviaires, fluviaux et mixtes en Europe, et à établir d'autres rapports spécialisés qui seront soumis à l'examen des organes subsidiaires de la Commission dans le domaine des transports.

*Voyages*

A.18.13 Le montant nécessaire (61 400 dollars, inchangé) correspond au coût des voyages aux fins de consultations et de participation à des réunions concernant les transports organisées par d'autres organisations internationales dans la région; de missions pour conseiller les gouvernements sur les problèmes posés par l'application des instruments juridiques de la CEE dans le domaine des transports; de réunions et consultations avec les gouvernements sur le Système harmonisé à l'échelle mondiale de classement et d'étiquetage des produits chimiques, en vue de son application effective; de consultations avec le Bureau des affaires juridiques sur des questions ayant trait aux instruments juridiques de la CEE en matière de transport et de participation à des réunions de suivi de la Conférence régionale sur les transports et l'environnement.

*Services contractuels*

A.18.14 Le montant nécessaire (91 600 dollars, compte tenu d'une réduction de 15 700 dollars) couvre les frais d'impression en sous-traitance de publications telles que les *Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses*, l'*Accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par route* (ADR), le *Système harmonisé à l'échelle mondiale de classement et d'étiquetage des produits chimiques*, la carte du réseau routier E et d'autres publications relevant de ce sous-programme, dont certaines sous forme de CD-ROM. La réduction est due au fait que moins de publications sont imprimées en sous-traitance et que la tendance est à produire moins de publications sur papier et plus sous forme de CD-ROM, les ressources étant fournies au titre des fournitures informatiques.

*Subventions et contributions*

A.18.15 La diminution de 62 800 dollars est due au redéploiement des ressources prévues pour le traitement informatique, les télécommunications, le stockage des données et d'autres services informatiques spécialisés à l'appui au programme, où elles sont gérées centralement.

## Sous-programme 3
## Statistiques

Tableau A.18.13

**Prévisions de dépenses, par objet de dépense et par source de financement**

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

| *Objet de dépense* | *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Crédits ouverts* | *Augmentation* | | *Total avant réévaluation des coûts* | *Réévaluation des coûts* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Montant* | *Pourcentage* | | | |
| Postes | 6 347,5 | 6 028,5 | (275,6) | (4,5) | 5 752,9 | 66,3 | 5 819,2 |
| Consultants et experts | 32,3 | 38,2 | – | – | 38,2 | 0,4 | 38,6 |
| Voyages | 62,3 | 79,0 | – | – | 79,0 | 4,3 | 83,3 |
| Services contractuels | 0,1 | – | – | – | – | – | – |
| Fournitures et accessoires | 3,9 | 3,9 | – | – | 3,9 | – | 3,9 |
| Subventions et contributions | 762,9 | 383,7 | (383,7) | (100,0) | – | – | – |
| **Total (1)** | **7 209,0** | **6 533,3** | **(659,3)** | **(10,0)** | **5 874,0** | **71,0** | **5 945,0** |

2) *Fonds extrabudgétaires*

| *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Dépenses estimatives* | *Provenance des fonds* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|
| | | a) Services d'appui à : | |
| – | – | i) Des organismes des Nations Unies | – |
| – | – | ii) Des activités extrabudgétaires | – |
| – | – | b) Activités de fond | – |
| | | c) Projets opérationnels | |
| 812,0 | 458,2 | PNUD | 217,6 |
| **Total (2)** | **812,0** | **458,2** | **217,6** |
| **Total [(1) + (2)]** | **8 021,0** | **6 991,5** | **6 162,6** |

Tableau A.18.4

**Postes nécessaires**

| | *Postes permanents inscrits au budget ordinaire* | | *Postes temporaires* | | | | *Total* | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Budget ordinaire* | | *Fonds extrabudgétaires* | | | |
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* |
| **Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur** | | | | | | | | |
| D-1 | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 | 1 |
| P-5 | 3 | 3 | – | – | – | – | 3 | 3 |
| P-4/3 | 9 | 9 | – | – | – | – | 9 | 9 |
| P-2/1 | 5 | 6 | – | – | – | – | 5 | 6 |
| **Total partiel** | **18** | **19** | **–** | **–** | **–** | **–** | **18** | **19** |
| **Agents des services généraux** | | | | | | | | |
| 1re classe | 2 | 2 | – | – | – | – | 2 | 2 |
| Autres classes | 16 | 14 | – | – | – | – | 16 | 14 |
| **Total partiel** | **18** | **16** | **–** | **–** | **–** | **–** | **18** | **16** |
| **Total général** | **36** | **35** | **–** | **–** | **–** | **–** | **36** | **35** |

**Ressources nécessaires (aux taux courants)**

*Postes*

A.18.16 Le montant nécessaire de 5 752 900 dollars, qui fait apparaître une réduction de 275 600 dollars, permettra de financer les postes inscrits au tableau A.18.14. La réduction est le résultat net de la suppression de deux postes d'agent des services généraux, la création de deux postes P-2 et du transfert d'un poste P-2 au sous-programme 4 (Analyse économique). La suppression de deux postes d'agent des services généraux et la création de deux postes P-2 s'expliquent par le fait que les administrateurs utilisent maintenant directement de puissants moyens techniques, ce qui réduit la demande d'agents des services généraux servant d'intermédiaires. De plus, l'accroissement continu du volume de travail se traduit par des obligations accrues pour les administrateurs. La structure de la Division date d'une époque où un ordinateur principal était utilisé pour le stockage de données et où les opérations courantes prenaient beaucoup de temps. Maintenant, l'accent est mis sur la qualité des données, les informations recueillies auprès d'un nombre croissant de pays

devant être analysées par des statisticiens ayant une solide formation et une longue expérience. Qui plus est, les statistiques doivent de plus en plus se rattacher à des indicateurs se rapportant aux grandes orientations, de manière à pouvoir être utilisées dans le débat d'orientation et l'étalonnage. Si les tâches courantes de collecte et de stockage des données ont été informatisées et peuvent être accomplies par des agents des services généraux, les nouvelles fonctions exigent davantage de compétences et une plus grande expérience professionnelle. Pour ce qui est du transfert du poste P-2 au sous-programme 4 (Analyse économique), on se souviendra que ce poste avait été transféré du sous-programme 4 au sous-programme 3 pendant l'exercice biennal 2000-2001. On estimait alors que ce poste serait nécessaire en prévision du travail d'analyse démographique à effectuer pour la Conférence des statisticiens européens. Compte tenu de l'élaboration d'un vaste programme ayant trait à l'analyse démographique par sexe et par tranche d'âge et de la suite qui devra être donnée à la Conférence ministérielle de la CEE sur le vieillissement qui aura lieu en 2002, la CEE estime maintenant qu'il est nécessaire de rendre ce poste au sous-programme 4, de manière à renforcer le travail d'analyse démographique dans ce sous-programme.

*Consultants et experts*

A.18.17 Le montant nécessaire (38 200 dollars, inchangé) permettra de financer des services spécialisés dans les domaines des indicateurs et cadres sociaux, du suivi et de l'étalonnage, de la création d'une base de données avec présentation intégrée des programmes de travail internationaux dans le domaine des statistiques, dans la perspective du Programme européen de comparaison, pour préparer un manuel méthodologique de statistique des prix et pour regrouper les bases de données dans le domaine des statistiques de l'alimentation et de l'agriculture.

*Voyages*

A.18.18 Le montant estimatif nécessaire (79 000 dollars, inchangé) couvrira les frais de voyage du personnel pour des consultations, pour la participation à des réunions avec Eurostat, l'OCDE, le Conseil de l'Europe, les bureaux nationaux de statistique, notamment ceux des pays à économie en transition, le Sous-Comité sur les activités statistiques du Comité administratif de coordination et d'autres organisations internationales, des fonds, des programmes et des organismes du système des Nations Unies.

*Fournitures et accessoires*

A.18.19 Le montant nécessaire (3 900 dollars, inchangé) permettra d'acquérir des publications et services de données statistiques spécialisés, émanant de services de statistique nationaux et internationaux. Ces documents sont nécessaires pour appuyer les activités de recherche statistique.

*Subventions et contributions*

A.18.20 La réduction de 383 700 dollars est due au redéploiement des ressources prévues pour le traitement électronique, les télécommunications, le stockage des données et d'autres services informatiques spécialisés à l'appui au programme, où elles sont gérées centralement.

## Sous-programme 4
## Analyse économique

Tableau A.18.15

**Prévisions de dépenses, par objet de dépense et par source de financement**

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

| *Objet de dépense* | *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Crédits ouverts* | *Augmentation* | | *Total avant réévaluation des coûts* | *Réévaluation des coûts* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Montant* | *Pourcentage* | | | |
| Postes | 4 806,6 | 4 229,5 | 137,2 | 3,2 | 4 366,7 | 52,0 | 4 418,7 |
| Consultants et experts | 64,0 | 57,7 | – | – | 57,7 | 0,6 | 58,3 |
| Voyages | 32,9 | 34,8 | – | – | 34,8 | 2,0 | 36,8 |
| Services contractuels | 10,6 | 29,5 | (4,3) | (14,5) | 25,2 | 0,3 | 25,5 |
| Fournitures et accessoires | 22,2 | 35,2 | – | – | 35,2 | 0,3 | 35,5 |
| Subventions et contributions | 221,5 | 79,7 | (79,7) | (100,0) | – | – | – |
| **Total (1)** | **5 157,8** | **4 466,4** | **53,2** | **1,1** | **4 519,6** | **55,2** | **4 574,8** |

2) *Fonds extrabudgétaires*

| *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Dépenses estimatives* | *Provenance des fonds* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|
| | | a) Services d'appui à : | |
| – | – | i) Des organismes des Nations Unies | – |
| – | – | ii) Des activités extrabudgétaires | – |
| – | – | b) Activités de fond | – |
| | | c) Projets opérationnels | |
| 1 440,5 | 402,9 | FNUAP | 256,6 |
| 206,2 | 194,5 | Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique | 126,7 |
| **1 646,7** | **597,4** | | **383,3** |
| **6 804,5** | **5 063,8** | | **4 958,1** |

Tableau A.18.16

**Postes nécessaires**

| | *Postes permanents inscrits au budget ordinaire* | | *Postes temporaires* | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Budget ordinaire* | | *Fonds extrabudgétaires* | | *Total* | |
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* |
| **Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur** | | | | | | | | |
| D-1 | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 | 1 |
| P-5 | 5 | 5 | – | – | – | – | 5 | 5 |
| P-4/3 | 8 | 8 | – | – | – | – | 8 | 8 |
| P-2/1 | 1 | 2 | – | – | – | – | 1 | 2 |
| **Total partiel** | **15** | **16** | **–** | **–** | **–** | **–** | **15** | **16** |
| **Agents des services généraux** | | | | | | | | |
| 1re classe | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Autres classes | 8 | 8 | – | – | – | – | 8 | 8 |
| **Total partiel** | **8** | **8** | **–** | **–** | **–** | **–** | **8** | **8** |
| **Total général** | **23** | **24** | **–** | **–** | **–** | **–** | **23** | **24** |

**Ressources nécessaires (aux taux courants)**

*Postes*

A.18.21 Le montant estimatif nécessaire (4 366 700 dollars, compte tenu d'une augmentation de 137 200 dollars) permettra de financer les postes inscrits au tableau A.18.16. L'augmentation est due au transfert d'un poste P-2 du sous-programme 3 (Statistiques) au sous-programme 5. Ainsi qu'on l'a vu au paragraphe A.18.16 ci-dessus, ce transfert est nécessaire pour renforcer le travail d'analyse démographique effectué dans le cadre du sous-programme 4.

*Consultants et experts*

A.18.22 Le montant nécessaire (57 700 dollars, inchangé) permettra à la CEE de faire appel à des concours extérieurs pour produire deux numéros annuels de l'*Étude sur la situation économique de l'Europe* et pour préparer le séminaire annuel tenu avant la session de la Commission et la Conférence ministérielle sur le vieillissement. Les consultants devront rédiger des documents de base sur les thèmes sélectionnés en accord avec les gouvernements des États membres de la CEE. Ces rapports traiteront de problèmes précis de politique macroéconomique, de réforme structurelle et d'autres sujets sur lesquels le secrétariat de la CEE ne dispose pas de connaissances spécialisées. Il faudra également faire appel à des services extérieurs pour la rédaction du document final de la Conférence sur le vieillissement.

*Voyages*

A.18.23 Le montant nécessaire (34 800 dollars, inchangé) correspond à des missions de consultation avec des organisations nationales et intergouvernementales sur des questions de fond, de coordination dans la préparation de publications et de coopération dans le domaine de l'analyse et de la recherche économiques.

*Services contractuels*

A.18.24 Le montant nécessaire (25 200 dollars, compte tenu d'une réduction de 4 300 dollars) couvrira les frais d'impression de l'*Étude sur la situation économique de l'Europe* (deux numéros) et de publication sur CD-ROM des numéros de l'*Étude* parus depuis 1948, ce qui permettra aux chercheurs et autres lecteurs d'obtenir aisément et rapidement des informations spécifiques sur des événements survenus dans la région de la CEE sur le plan économique.

*Fournitures et accessoires*

A.18.25 Le montant nécessaire (35 200 dollars, inchangé) permettra de financer des abonnements et des achats ponctuels de publications statistiques spécialisées sur CD-ROM ou disquettes et leur consultation en ligne; des services disponibles sur le Web ou une liaison électronique directe; des abonnements à des revues et des cotisations à des sociétés professionnelles, par exemple l'Association d'instituts européens de conjoncture économique (AIECE) et l'Association économique européenne.

*Subventions et contributions*

A.18.26 La diminution de 79 700 dollars est due au redéploiement des ressources prévues pour le traitement informatique, les télécommunications, le stockage des données et d'autres services informatiques spécialisés à l'appui au programme, où elles sont gérées centralement.

## Sous-programme 5
## Énergie durable

Tableau A.18.17

**Prévisions de dépenses, par objet de dépense et par source de financement**

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

| *Objet de dépense* | *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Crédits ouverts* | *Augmentation* | | *Total avant réévaluation des coûts* | *Réévaluation des coûts* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Montant* | *Pourcentage* | | | |
| Postes | 2 181,5 | 1 725,4 | – | – | 1 725,4 | 20,7 | 1 746,1 |
| Autres dépenses de personnel | 1,2 | – | – | – | – | – | – |
| Consultants et experts | 44,6 | 20,2 | – | – | 20,2 | 0,2 | 20,4 |
| Voyages | 21,4 | 35,7 | – | – | 35,7 | 2,0 | 37,7 |
| Subventions et contributions | 14,0 | 17,5 | (17,5) | (100,0) | – | – | – |
| **Total (1)** | **2 262,7** | **1 798,8** | **(17,5)** | **(0,9)** | **1 781,3** | **22,9** | **1 804,2** |

2) *Fonds extrabudgétaires*

| *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Dépenses estimatives* | *Provenance des fonds* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|
| | | a) Services d'appui à : | |
| – | – | i) Des organismes des Nations Unies | – |
| – | – | ii) Des activités extrabudgétaires | – |
| | | b) Activités de fond | |
| | | Fonds d'affectation spéciale | |
| 203,5 | 389,9 | « Rendement énergétique 2000 » | 389,9 |
| | | Fonds d'affectation spéciale pour l'appui aux conférences et réunions régionales de la CEE, y compris les réunions préparatoires des conférences | |
| – | – | internationales | – |
| | | c) Projets opérationnels | |
| | | Fonds d'affectation spéciale pour la | |
| 754,2 | 2 288,6 | coopération technique | 1 509,2 |
| **957,70** | **2 678,5** | | **1 899,1** |
| **3 220,4** | **4 477,3** | | **3 703,3** |

**Total (2)**

**Total [(1) + (2)]**

Tableau A.18.18

**Postes nécessaires**

| | *Postes permanents inscrits au budget ordinaire* | | *Postes temporaires* | | | | *Total* | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Budget ordinaire* | | *Fonds extrabudgétaires* | | | |
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* |
| **Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur** | | | | | | | | |
| D-1 | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 | 1 |
| P-5 | 1 | 1 | – | – | 1 | 1 | 2 | 2 |
| P-4/3 | 4 | 4 | – | – | 1 | 1 | 5 | 5 |
| **Total partiel** | **6** | **6** | **–** | **–** | **2** | **2** | **8** | **8** |
| **Agents des services généraux** | | | | | | | | |
| 1re classe | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Autres classes | 3 | 3 | – | – | – | – | 3 | 3 |
| **Total partiel** | **3** | **3** | **–** | **–** | **–** | **–** | **3** | **3** |
| **Total général** | **9** | **9** | **–** | **–** | **2** | **2** | **11** | **11** |

**Ressources nécessaires (aux taux courants)**

*Postes*

A.18.27 Le montant nécessaire (1 725 400 dollars, inchangé) permettra de financer les postes inscrits au tableau A.18.18.

*Consultants et experts*

A.18.28 Le montant nécessaire (20 200 dollars, inchangé) permettra de faire appel à des concours extérieurs pour les services spécialisés dont la CEE a besoin sur des points précis ayant trait à l'élaboration de stratégies et politiques énergétiques connexes en vue de promouvoir le développement énergétique durable, notamment par la promotion de politiques d'efficacité énergétique et de conservation à l'échelon régional et sous-régional.

*Voyages*

A.18.29 Le montant nécessaire (35 700 dollars, inchangé) couvrira la participation à des réunions de consultation, coopération et liaison avec des organisations internationales, multilatérales, intergouvernementales et non gouvernementales dans le domaine de l'énergie.

*Subventions et contributions*

A.18.30 La réduction de 17 500 dollars est due au redéploiement des ressources prévues pour le traitement informatique, les télécommunications, le stockage de données et d'autres services informatiques spécialisés à l'appui au programme, où elles seront gérées centralement.

## Sous-programme 6
## Développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise

Tableau A.18.19

**Prévisions de dépenses, par objet de dépense et par source de financement**

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

| *Objet de dépense* | *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Crédits ouverts* | *Augmentation* | | *Total avant réévaluation des coûts* | *Réévaluation des coûts* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Montant* | *Pourcentage* | | | |
| Postes | 3 194,2 | 4 871,1 | – | – | 4 871,1 | 57,4 | 4 928,5 |
| Consultants et experts | 22,5 | 37,9 | – | – | 37,9 | 0,4 | 38,3 |
| Voyages | 36,7 | 74,3 | – | – | 74,3 | 4,2 | 78,5 |
| Services contractuels | 0,8 | 25,2 | (3,7) | (14,6) | 21,5 | 0,1 | 21,6 |
| Fournitures et accessoires | – | 5,5 | – | – | 5,5 | 0,1 | 5,6 |
| Subventions et contributions | 112,8 | 72,7 | (72,7) | (100,0) | – | – | – |
| **Total (1)** | **3 367,0** | **5 086,7** | **(76,4)** | **(1,5)** | **5 010,3** | **62,2** | **5 072,5** |

2) *Fonds extrabudgétaires*

| *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Dépenses estimatives* | *Provenance des fonds* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|
| | | a) Services d'appui à : | |
| – | – | i) Des organismes des Nations Unies | – |
| – | – | ii) Des activités extrabudgétaires | – |
| | | b) Activités de fond : | |
| | | Fonds d'affectation spéciale pour le | |
| 22,7 | 37,3 | système EDIFACT | 37,3 |
| | | c) Projets opérationnels : | |
| | | Fonds d'affectation spéciale pour la | |
| 1 079,9 | 832,6 | coopération technique | 880,4 |
| **Total (2)** | **1 102,6** | **869,9** | **917,7** |
| **Total [(1) + (2)]** | **4 469,6** | **5 956,6** | **5 990,2** |

Tableau A.18.20

**Postes nécessaires**

| | *Postes permanents inscrits au budget ordinaire* | | *Postes temporaires* | | | | *Total* | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Budget ordinaire* | | *Fonds extrabudgétaires* | | | |
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* |
| **Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur** | | | | | | | | |
| D-1 | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 | 1 |
| P-5 | 3 | 3 | – | – | 1 | 1 | 4 | 4 |
| P-4/3 | 10 | 10 | – | – | – | – | 10 | 10 |
| P-2/1 | 4 | 4 | – | – | – | – | 4 | 4 |
| **Total partiel** | **18** | **18** | **–** | **–** | **1** | **1** | **19** | **19** |
| **Agents des services généraux** | | | | | | | | |
| 1re classe | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Autres classes | 10 | 10 | – | – | – | – | 10 | 10 |
| **Total partiel** | **10** | **10** | **–** | **–** | **–** | **–** | **10** | **10** |
| **Total général** | **28** | **28** | **–** | **–** | **1** | **1** | **29** | **29** |

**Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts)**

*Postes*

A.18.31 Le montant prévu (4 871 100 dollars, inchangé) doit permettre de financer les postes indiqués au tableau A.18.20.

*Consultants et experts*

A.18.32 Le montant prévu (37 900 dollars, inchangé) servira à financer des services spécialisés portant sur le développement des codes utilisés pour l'Échange de données informatisées pour l'administration, le commerce et le transport (EDIFACT) et le Code des Nations Unies relatif aux ports et autres lieux (LOCODE); l'analyse des transactions commerciales internationales, des mécanismes des échanges et de la modélisation; l'élaboration de directives de la CEE concernant les

coentreprises dans les pays en transition; la préparation d'une réunion ministérielle de haut niveau sur le développement de l'industrie et de l'entreprise visant à favoriser la pleine intégration des économies des pays en transition dans les économies européenne et mondiale; l'élaboration d'un logiciel de référence pour l'EDIFACT et de bases de données sur Internet; la préparation d'une nouvelle activité concernant le développement du secteur des services dans les pays en transition; et la mise en place d'un répertoire des mécanismes et modèles d'échange.

*Voyages*

A.18.33 Le montant demandé (74 300 dollars, inchangé) est destiné à financer les consultations et la coordination avec les organisations nationales et intergouvernementales dans les domaines ayant trait au développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise, et la participation à des réunions avec le Département des affaires économiques et sociales, l'OCDE, la CESAP, la CNUDCI, la Banque mondiale, la Commission européenne et d'autres entités. Le programme intégré de développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise comporte de nombreuses activités distinctes. Les travaux dans ce vaste domaine exigent une coopération et une coordination accrues avec plus de 20 organisations internationales et de nombreuses associations privées de toute la région et, dans certains cas, du monde entier. De même, de nombreux voyages seront nécessaires pour appuyer efficacement l'application de normes mondiales de facilitation du commerce international dans toute la région, en particulier dans les pays en transition.

*Services contractuels*

A.18.34 Les ressources prévues (21 500 dollars), qui font apparaître une baisse de 3 700 dollars, doivent permettre de faire imprimer à l'extérieur les publications au titre du sous-programme.

*Fournitures et accessoires*

A.18.35 Le montant prévu (5 500 dollars, inchangé) doit permettre de couvrir le coût des CD-ROM, des boîtes et des couvertures des publications sur CD-ROM. Les publications proposées sous forme de CD-ROM pendant l'exercice biennal 2002-2003 sont les suivantes : répertoires EDIFACT; répertoires d'éléments de données commerciales; répertoire LOCODE; recueil de documents commerciaux XML; notes explicatives concernant les normes de qualité agricole de la CEE; recueil des normes de la CEE pour les produits agricoles; et recueil de documents sur le développement de l'entreprise dans les pays en transition.

*Subventions et contributions*

A.18.36 La baisse de 72 700 dollars s'explique par la réaffectation du montant prévu pour les dépenses afférentes au traitement informatique, aux télécommunications, au stockage des données et autres services informatiques spécialisés à la rubrique Appui au programme, en vue d'une gestion centralisée.

## Sous-programme 7
## Foresterie

Tableau A.18.21

**Prévisions de dépenses, par objet de dépense et par source de financement**

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

| *Objet de dépense* | *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Crédits ouverts* | *Augmentation* | | *Total avant réévaluation des coûts* | *Réévaluation des coûts* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Montant* | *Pourcentage* | | | |
| Postes | 1 221,6 | 1 076,4 | – | – | 1 076,4 | 13,9 | 1 090,3 |
| Autres dépenses de personnel | 4,1 | – | – | – | – | – | – |
| Consultants et experts | 21,0 | 21,3 | – | – | 21,3 | 0,2 | 21,5 |
| Voyages | 17,6 | 17,7 | – | – | 17,7 | 0,9 | 18,6 |
| Services contractuels | 1,4 | 6,6 | (1,0) | (15,1) | 5,6 | 0,1 | 5,7 |
| Subventions et contributions | 11,3 | 11,8 | (11,8) | (100,0) | – | – | – |
| **Total (1)** | **1 277,0** | **1 133,8** | **(12,8)** | **(1,1)** | **1 121,0** | **15,1** | **1 136,1** |

2) *Fonds extrabudgétaires*

| *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Dépenses estimatives* | *Provenance des fonds* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|
| | | a) Services d'appui à : | |
| – | – | i) Des organismes des Nations Unies | – |
| – | – | ii) Des activités extrabudgétaires | – |
| | | b) Activités de fond | |
| | | Fonds d'affectation spéciale pour l'étude de la CEE sur les tendances et | |
| 36,0 | 154,8 | perspectives à long terme du bois | 175,2 |
| **36,0** | **154,8** | | **175,2** |
| **1 313,0** | **1 288,6** | | **1 311,3** |

Tableau A.18.22

**Postes nécessaires**

| | *Postes permanents inscrits au budget ordinaire* | | *Postes temporaires* | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Budget ordinaire* | | *Fonds extrabudgétaires* | | *Total* | |
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* |
| **Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur** | | | | | | | | |
| P-5 | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 | 1 |
| P-4/3 | 2 | 2 | – | – | – | – | 2 | 2 |
| **Total partiel** | **3** | **3** | **–** | **–** | **–** | **–** | **3** | **3** |
| **Agents des services généraux** | | | | | | | | |
| 1re classe | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 | 1 |
| Autres classes | 2 | 2 | – | – | – | – | 2 | 2 |
| **Total partiel** | **3** | **3** | **–** | **–** | **–** | **–** | **3** | **3** |
| **Total général** | **6** | **6** | **–** | **–** | **–** | **–** | **6** | **6** |

**Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts)**

*Postes*

A.18.37 Le montant prévu (1 076 400 dollars, inchangé) permettra de financer les postes indiqués au tableau A.18.22.

*Consultants et experts*

A.18.38 Le montant prévu (21 300 dollars, inchangé) permettra de financer les services des consultants nécessaires pour la réalisation d'une étude sur les perspectives du secteur forestier dans les pays en transition; d'élaborer un projet de cadre pour l'évaluation des ressources forestières mondiales; de mettre au point un système d'information sur le marché (y compris une enquête sur les utilisateurs); d'améliorer le site Web sur le bois; d'analyser les dernières données sur les ressources forestières, y compris les indicateurs d'une gestion durable des forêts en vue de la Conférence ministérielle de Vienne sur la protection des forêts en Europe; de concevoir d'autres scénarios pour la politique commerciale et environnementale; et de mettre en place une base de données sur les produits forestiers.

*Voyages*

A.18.39 Le montant demandé (17 700 dollars, inchangé) doit permettre de financer la participation des fonctionnaires appelés à se rendre à des réunions et à des consultations avec des organisations internationales, notamment dans le cadre de la coordination des stratégies avec la FAO, la coordination des activités relatives aux statistiques avec d'autres organisations régionales et la préparation de réunions et d'ateliers dans les pays en transition.

*Services contractuels*

A.18.40 Les ressources demandées (5 600 dollars), en diminution de 1 000 dollars, doivent permettre de couvrir les frais d'impression à l'extérieur d'une mise à jour de l'analyse des ressources forestières des zones tempérée et boréale en vue de la Conférence ministérielle; d'une étude sur les perspectives du secteur forestier en Europe; de notes d'information sur les pays; d'une publication sur les

questions commerciales et environnementales dans le secteur forestier; et d'un rapport sur la promotion d'une utilisation durable du bois comme matière première écologique.

*Subventions et contributions*

A.18.41 La baisse de 11 800 dollars s'explique par la réaffectation du montant prévu pour les dépenses afférentes au traitement informatique, aux télécommunications, au stockage des données et autres services informatiques spécialisés à la rubrique Appui au programme, en vue d'une gestion centralisée.

## Sous-programme 8
## Établissements humains

Tableau A.18.23

**Prévisions de dépenses, par objet de dépense et par source de financement**

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

| *Objet de dépense* | *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Crédits ouverts* | *Augmentation* | | *Total avant réévaluation des coûts* | *Réévaluation des coûts* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Montant* | *Pourcentage* | | | |
| Postes | 661,3 | 455,1 | – | – | 455,1 | 5,2 | 460,3 |
| Consultants et experts | 7,6 | 7,0 | – | – | 7,0 | 0,1 | 7,1 |
| Voyages | 19,9 | 13,1 | – | – | 13,1 | 0,7 | 13,8 |
| Subventions et contributions | 3,8 | 5,9 | (5,9) | (100,0) | – | – | – |
| **Total (1)** | **692,6** | **481,1** | **(5,9)** | **(1,2)** | **475,2** | **6,0** | **481,2** |

2) *Fonds extrabudgétaires*

| *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Dépenses estimatives* | *Provenance des fonds* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|
| | | a) Services d'appui à : | |
| – | – | i) Des organismes des Nations Unies | – |
| – | – | ii) Des activités extrabudgétaires | – |
| | | b) Activités de fond | |
| 105,4 | 179,7 | Fonds d'affectation spéciale pour les établissements humains | 193,2 |
| | | c) Projets opérationnels | |
| – | – | Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique | – |
| **105,4** | **179,7** | | **193,2** |
| **798,0** | **660,8** | | **674,4** |

Tableau A.18.24

**Postes nécessaires**

| | *Postes permanents inscrits au budget ordinaire* | | *Postes temporaires* | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Budget ordinaire* | | *Fonds extrabudgétaires* | | *Total* | |
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-20003* |
| **Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur** | | | | | | | | |
| P-4/3 | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 | 1 |
| P-2/1 | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 | 1 |
| **Total partiel** | **2** | **2** | **–** | **–** | **–** | **–** | **2** | **2** |
| **Agents des services généraux** | | | | | | | | |
| 1re classe | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Autres classes | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 | 1 |
| **Total partiel** | **1** | **1** | **–** | **–** | **–** | **–** | **1** | **1** |
| **Total général** | **3** | **3** | **–** | **–** | **–** | **–** | **3** | **3** |

## Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts)

*Postes*

A.18.42 Le montant prévu (455 100 dollars, inchangé) permettra de financer les postes indiqués au tableau A.18.24.

*Consultants et experts*

A.18.43 Le montant prévu (7 000 dollars, inchangé) permettra de financer les services des consultants qui réaliseront des études nationales relatives au logement et l'étude sur les tendances en matière d'établissements humains dans les pays en transition.

*Voyages*

A.18.44 Le montant prévu (13 100 dollars, inchangé) permettra de financer des consultations et la participation de fonctionnaires à des réunions organisées par le CNUEH-Habitat et des organisations internationales telles que l'OCDE et le Conseil de l'Europe, et de fournir des services fonctionnels pour les ateliers à l'intention des pays en transition.

*Subventions et contributions*

A.18.45 La baisse de 5 900 dollars s'explique par la réaffectation du montant prévu pour les dépenses afférentes au traitement informatique, aux télécommunications, au stockage des données et autres services informatiques spécialisés à la rubrique Appui au programme, en vue d'une gestion centralisée.

## Appui au programme

Tableau A.18.25

**Prévisions de dépenses, par objet de dépense et par source de financement**

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

| *Objet de dépense* | *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Crédits ouverts* | *Augmentation* | | *Total avant réévaluation des coûts* | *Réévaluation des coûts* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Montant* | *Pourcentage* | | | |
| Postes | 2 887,0 | 2 813,6 | – | – | 2 813,6 | 35,4 | 2 849,0 |
| Autres dépenses de personnel | 165,4 | 152,4 | – | – | 152,4 | 1,5 | 153,9 |
| Voyages | 19,3 | 41,9 | – | – | 41,9 | 2,3 | 44,2 |
| Services contractuels | 99,8 | 117,2 | (17,2) | (14,6) | 100,0 | 1,0 | 101,0 |
| Frais généraux de fonctionnement | 76,5 | 108,9 | – | – | 108,9 | 0,9 | 109,8 |
| Fournitures et accessoires | 60,4 | 72,9 | – | – | 72,9 | 0,7 | 73,6 |
| Mobilier et matériel | 440,7 | 396,9 | – | – | 396,9 | 3,7 | 400,6 |
| Subventions et contributions | – | – | 1 123,2 | – | 1 123,2 | 10,7 | 1 133,9 |
| **Total (1)** | **3 749,1** | **3 703,8** | **1 106,0** | **29,8** | **4 809,8** | **56,2** | **4 866,0** |

2) *Fonds extrabudgétaires*

| *1998-1999 Dépenses effectives* | *2000-2001 Dépenses estimatives* | *Provenance des fonds* | *2002-2003 Dépenses prévues* |
|---|---|---|---|
| | | a) Services d'appui à : | |
| – | – | i) Des organismes des Nations Unies | – |
| 327,2 | 625,4 | ii) Des activités extrabudgétaires | 665,0 |
| | | b) Activités de fond | |
| 664,3 | 1 159,4 | Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance aux pays en transition | 937,9 |
| – | 56,7 | Fonds d'affectation spéciale pour l'appui aux conférences et réunions régionales de la CEE, y compris les réunions préparatoires des conférences internationales | – |
| **991,5** | **1 841,5** | | **1 602,9** |
| **4 740,6** | **5 545,3** | | **6 468,9** |

Tableau A.18.26

**Postes nécessaires**

| | *Postes permanents inscrits au budget ordinaire* | | *Postes temporaires* | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | *Budget ordinaire* | | *Fonds extrabudgétaires* | | *Total* | |
| *Catégorie* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-2003* | *2000-2001* | *2002-20003* |
| **Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur** | | | | | | | | |
| D-1 | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 | 1 |
| P-5 | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 | 1 |
| P-4/3 | 4 | 4 | – | – | – | – | 4 | 4 |
| P-2/1 | 2 | 2 | – | – | – | – | 2 | 2 |
| **Total partiel** | **8** | **8** | **–** | **–** | **–** | **–** | **8** | **8** |
| **Agents des services généraux** | | | | | | | | |
| 1re classe | 1 | 1 | – | – - | – | – | 1 | 1 |
| Autres classes | 8 | 8 | – | – | 2 | 2 | 10 | 10 |
| **Total partiel** | **9** | **9** | **–** | **–** | **2** | **2** | **11** | **11** |
| **Total général** | **17** | **17** | **–** | **–** | **2** | **2** | **19** | **19** |

**Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts)**

*Postes*

A.18.46 Le montant prévu (2 813 600 dollars, inchangé) permettra de financer les postes inscrits au tableau A.18.26.

*Autres dépenses de personnel*

A.18.47 Le montant prévu (152 400 dollars), qui reste inchangé pour l'ensemble de la CEE, se répartit comme suit : 114 700 dollars pour remplacer par du personnel temporaire le personnel en congé de maladie de longue durée ou en congé de maternité et pour recruter du personnel surnuméraire pendant les périodes de pointe; et 37 700 dollars pour les heures supplémentaires pendant les périodes de pointe, en particulier pendant la session annuelle de la Commission et à l'occasion de la préparation des sessions annuelles de ses principaux organes subsidiaires.

*Voyages*

A.18.48 Le montant prévu (41 900 dollars, inchangé) doit permettre aux fonctionnaires du Service administratif de participer à des consultations au Siège et de prendre part à des réunions sur des questions administratives, budgétaires et financières et à celles relatives au personnel, et au personnel de coordination de superviser les activités opérationnelles relatives notamment aux pays en transition; de consulter les autorités nationales de ces pays en vue de l'élaboration de projets opérationnels; de participer à des séminaires et ateliers dans ces pays en leur fournissant des services fonctionnels; et de consulter d'autres programmes et institutions spécialisées des Nations Unies, les États membres de l'Union européenne et d'autres organismes internationaux.

*Services contractuels*

A.18.49 Le montant demandé pour le traitement des données (100 000 dollars), en diminution de 17 200 dollars, permettra de couvrir les frais de mise à jour des licences concernant les logiciels et l'appui au réseau local.

*Frais généraux de fonctionnement*

A.18.50 Les ressources prévues (108 900 dollars), dont le montant reste inchangé, permettront de couvrir la location du matériel (13 400 dollars), l'entretien du matériel informatique et du matériel de bureau tel que les photocopieurs et les télécopieurs (87 400 dollars) et les services divers (8 100 dollars), y compris le fret et les frais de transport et d'affranchissement.

*Fournitures et accessoires*

A.18.51 Le montant prévu (72 900 dollars, inchangé) permettra d'acheter la papeterie et des fournitures de bureau, des fournitures et accessoires informatiques ainsi que des livres et fournitures pour la bibliothèque.

*Mobilier et matériel*

A.18.52 Le montant demandé (396 900 dollars, inchangé) couvrira l'achat de matériel informatique (329 100 dollars) et de matériel de bureau (24 200 dollars) et le remplacement du matériel de bureau et de logiciels (43 600 dollars).

*Subventions et contributions*

A.18.53 Le nouveau montant de 1 123 200 dollars permettra de couvrir les dépenses afférentes au traitement informatique, aux télécommunications, au stockage des données et aux autres services spécialisés pour l'ensemble de la CEE. Cet objet de dépense figurait dans le budget précédent au titre de chaque sous-programme. Ces ressources sont prévues au titre du Bureau du Secrétaire exécutif car le Bureau centralise l'affectation et la gestion des autres dépenses communes de la CEE, notamment les dépenses afférentes au personnel temporaire, aux fournitures et accessoires de bureau et à l'acquisition de mobilier et matériel. Les ressources prévues font apparaître une augmentation de 430 200 dollars qui vise à renforcer l'infostructure de la CEE et à lui permettre de satisfaire les besoins de ses sous-programmes de fond. La CEE envisage de sous-traiter à l'extérieur certains services non stratégiques liés aux technologies de l'information pendant l'exercice 2002-2003. Les services concernés seront retenus en tenant compte de la qualification et de la capacité du Service d'information de la CEE ainsi que de la qualité et du prix proposés par le prestataire de services.